



RAPPORT FINANCIER 2007

L'EXIGENCE DE NATURE

Sommaire

RAPPORT FINANCIER 2007

Comptes consolidés

Chiffres clés	page 5
Rapport de gestion et Tableau des résultats	pages 5 à 16
Rapport du Président sur le contrôle interne	pages 18 à 20
Bilans, Compte de résultat consolidés et Tableaux du flux consolidés	pages 22 à 25
Annexes aux comptes consolidés	pages 26 à 43
Liste des sociétés consolidées	page 44
Rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et sur le contrôle interne	pages 46 et 47

Comptes sociaux

Bilans et Compte de résultat sociaux	pages 48 et 49
Annexes aux comptes sociaux et Tableau des filiales	pages 50 à 62
Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	page 64
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	pages 65 à 69
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire	pages 70 à 72

CONSEIL D'ADMINISTRATION
À LA DATE DU 20 MARS 2008

M. Patrick ALÈS
Président

Mme Lorenza BATTIGELLO
Directeur Général - non Administrateur

M. Romain ALÈS
Vice-Président - Administrateur

Mme Thérèse FOSSARD
Directeur Général Délégué - Administrateur

Mme Jacqueline ALÈS
Directeur Général Délégué - Administrateur

M. Bernard EMIRIAN
Administrateur

M. Guillaume MARCILHACY
Administrateur

M. Alexandre de LABORDERIE
Directeur Général Délégué - non Administrateur

M. Marc JÉRÉMIE
Directeur Général Délégué - non Administrateur

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

COFACOM
M. Patrice MARTIN
47, rue de Ponthieu - 75008 Paris

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉ
M. Stéphane LIPSKI
19, rue Clément Marot - 75008 Paris

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
DU 19 JUIN 2008



Comptes consolidés de la société anonyme ALÈS GROUPE Exercice 2007

Chiffres clés

en millions d'Euros	2007	2006*	Evolution 2007/2006
CA Total	168,3	161,2	+ 4,4%
CA Export	101,2	96,4	+ 5%
Résultat opérationnel courant	17,0	20,1	- 15,4%
Résultat net Part du Groupe	6,7	8,5	- 21,6%
Ratio d'endettement	16%	20%	-
Effectifs / nombre de collaborateurs	828	789	+5%

* Retraité conformément à la norme IFRS 8.

Rapport de gestion ALÈS GROUPE 2007 Comptes consolidées

L'activité du groupe animé par ALÈS GROUPE au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2007 a enregistré une croissance annuelle de 4,4 %. Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à près de 168,3 millions d'euros.

La croissance du chiffre d'affaires a été plus soutenue au second semestre (+7,7 %) qu'au premier semestre (+1,7 %), l'effet de base intervenant dans cette disparité.

Cette reprise confirme les prévisions du groupe.

PRINCIPAUX LANCEMENTS DE L'ANNÉE 2007 PAR MARQUES :

• Chez PHYTO :

- Phytolumière (3 références)
- Phytocolor (3 nouvelles nuances)
- Phytosolaire Hydratation
- Phytodensium Masque

• Chez SECRET PROFESSIONNEL (Zen Attitude)

- Serum Végétal Lissant
- Masque Pulp

• Chez PHYTOSPECIFIC

- Color by Phytospecific (4 références)

• Chez LIERAC

- Extension de la ligne solaire (15 références)
- Lipofilling
- Arkeskin Capsules
- Morphoslim
- Centimetric (2 références)
- Mat-Chrono (4 références)
- Autobronzant Homme
- Programme Anti-Tâches
- Micro-Abrasion crème
- Exclusive Premium

• Chez DUCASTEL

- Dux Light (4 nuances)
- Subtil Mèches Cuivre Ardent
- BPM by Subtil (coiffant professionnel)
- Ducastel Pro (10 références)
- IUM by Subtil (2 références)
- Laque Subtil

• Chez CARON

- Montaigne

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- Achat de la participation de Mme Lorenza Battigello dans le capital de la filiale Italienne (5%).
- Décision d'arrêt de l'activité de la société PHYTODERM.
- Fermeture de la boutique CARON à New York.
- Achat des titres de la filiale canadienne par Ales Groupe à Ales Groupe Inc.

ACTIVITÉS PAR MÉTIER

La répartition des ventes du Groupe correspond à celle de la profession en général à savoir : France 40 %, Export 60 %.
En 2007, les trois métiers du groupe se sont repartis ainsi :

- capillaire : 40,25 %
- soins cosmétiques : 53,5 %
- parfums : 6,25 %

A taux constant, l'activité capillaire progresse de 2,9 %. L'activité cosmétique croît de 6,3%, enfin, l'activité parfum progresse de 15,2 % en particulier grâce au dynamisme de l'international (+ 21,2 %).

ACTIVITÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le chiffre d'affaires export s'élève à 101,2 millions d'Euros et représente environ 60 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

En terme de répartition géographique, l'activité en France est en progression de 3,6% en inversion de tendance par rapport aux exercices antérieurs. Elle a été plus soutenue à l'international avec + 6,6 %. L'effet taux de change ramène la progression à + 5 % à taux courant.

Les huit filiales de distribution étrangères du groupe ont connu en 2007 une progression de leur activité (+ 5,8 %) à taux constant.

Le chiffre d'affaires "Grand Export", c'est à dire vers des distributeurs indépendants, est en croissance (+8,7%) après une année 2006 ayant elle-même connu une croissance "record" à + 31 %.

La répartition géographique de l'activité internationale est la suivante :

- Europe continentale 70 %
- Amérique du Nord 21 %
- Asie 3,5 %
- Reste du Monde 5,5 %

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation selon les critères d'organisation de l'activité du groupe.

En millions d'euros	Chiffre d'affaires	%	Résultat opérationnel	%
En France	67,0	39,8	1,8	10,6%
Filiales Europe	53,8	32,0	10,0	58,8%
Filiales Amérique du Nord	19,3	11,4	0,1	0,6%
Autre export (distributeurs)	28,2	16,8	5,6	32,9%
Commun non affecté			- 0,4	- 2,3%
TOTAL	168,3	100	17,0	100%

ACTIVITÉ DES FILIALES COMMERCIALES FRANÇAISES

PHYTOSOLBA, avec un chiffre d'affaires de 36,1 millions d'Euros, enregistre une baisse de 5,4 %, essentiellement dû à des difficultés dans l'organisation commerciale en France.

LIERAC, avec un chiffre d'affaires de 63,5 millions d'Euros, a connu un exercice en progression de 2,8 %, affecté par une saison "solaire" et "amincissante" subissant des conditions météo désastreuses.

CARON, avec un chiffre d'affaires de 10,1 millions d'Euros, voit son chiffre d'affaires progresser de 11 % du fait du bon repositionnement de la marque.

DUCASTEL connaît une croissance de 9,4 % de son chiffre d'affaires qui atteint 15 millions d'Euros.

PHYTODERM réalise sur l'exercice 2007 un chiffre d'affaires de 0,4 million d'Euros en repli de 14%. Cette activité sera arrêtée.

ACTIVITÉ DES FILIALES COMMERCIALES ÉTRANGÈRES

Les filiales de distribution du groupe représentent 43,4 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe et 72,2 % du chiffre d'affaires export.

• La filiale américaine, avec un chiffre d'affaires de 23,2 millions de Dollars, a enregistré une croissance de 3,1 %. L'implantation de Lierac aux USA, 200 points de vente au 31/12/2007, a été conforme aux objectifs.

• La filiale canadienne voit son chiffre d'affaires progresser de 9,6% pour atteindre 3,4 millions de Dollars CAD.

- La filiale anglaise, avec un chiffre d'affaires de 1,3 million de £GB, enregistre un repli de 15 %.
- La filiale belge, avec un chiffre d'affaires de 2,8 millions d'Euros, progresse de 7 %.
- La filiale allemande avec une croissance de + 1 % porte son chiffre d'affaires à 8,5 millions d'Euros.
- La filiale italienne, première filiale du groupe, connaît cette année une croissance de 6,4 %. Son chiffre d'affaires atteint ainsi 37,4 millions d'Euros. Il faut remarquer que Lierac est, en Italie, la deuxième marque de dermocosmétique vendue en pharmacie.
- La filiale espagnole, avec un chiffre d'affaires de 1,5 million d'Euros, a vu sa croissance portée à près de 30 %.
- La filiale polonaise voit son chiffre d'affaire progresser de près de 50 % et atteint ainsi 6,5 millions de PLN, confirmant ainsi la pertinence de cet investissement.

DISTRIBUTION A L'EXPORT

L'activité export auprès des distributeurs indépendants s'élève à plus de 28 millions d'Euros et représente 16,7 % du chiffre d'affaires du groupe. En 2007, la priorité a été donnée au développement de l'activité des distributeurs existant.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes au 31 décembre 2007 sont présentés conformément aux normes IFRS.

La liste des sociétés composant le groupe et le pourcentage de détention figurent dans l'annexe des comptes consolidés et dans le tableau des filiales dans l'annexe des comptes sociaux. Certaines activités n'ayant pas atteint les objectifs de rentabilité attendus, le Groupe a pris la décision d'arrêter ces activités. Il s'agit d'une part de la commercialisation de la marque Phytoderm et d'autre part de la vente en boutique détenue en propre des parfums de la marque Caron aux Etats-Unis. L'impact net d'impôt de l'arrêt de ces activités, y compris les coûts non récurrents liés à leur fermeture, est présenté sur des lignes spécifiques du bilan et du compte d'exploitation. Le Groupe a également évalué l'effet de ces opérations sur les comptes de l'exercice précédent.

En conséquence, les états financiers au 31 décembre 2007 présentent les comptes consolidés comparés aux comptes de l'exercice 2006 retraités de ces opérations.

Le Groupe a constaté la récurrence d'émission d'avoirs suite à des retours de marchandises relatifs à des ventes réalisées au cours des exercices antérieurs. Afin de prendre en compte l'impact financier de cette pratique, le Groupe a mis en place une procédure d'évaluation des avoirs à émettre au titre des retours et a évalué l'impact de cette nouvelle procédure sur les comptes de l'exercice précédent. Elle se traduit par une diminution des capitaux propres consolidés de 0,5 millions d'euros à l'ouverture de l'exercice 2006.

Au dernier trimestre 2006, le groupe a démarré un projet d'implantation d'un nouveau système intégré de reporting des comptes sociaux et consolidés. La mise en œuvre de ce

nouveau système au premier trimestre 2007 a permis d'identifier une discordance des taux de marge sur stocks utilisés antérieurement dans le système de consolidation et ceux issus des reportings sociaux des différentes entités du groupe.

Après vérification des données disponibles, le groupe a corrigé cette erreur et retraité rétrospectivement les comptes des exercices antérieurs. Cette correction se traduit par une diminution des capitaux propres consolidés de 1,5 millions d'euros au 31 décembre 2005 et de 0,3 millions d'euros sur le résultat net de l'exercice 2006.

Les états financiers au 31 décembre 2007 présentent les comptes consolidés comparés aux comptes retraités de l'exercice 2006.

COMPTE DE RÉSULTAT

Concernant le compte de résultat consolidé, le chiffre d'affaires à 168,3 millions d'Euros progresse de + 4,4 %, tandis que le résultat opérationnel courant à 17 millions d'Euros est en repli de 15,4 %. La marge d'exploitation représente ainsi 10% du chiffre d'affaires consolidé. Il faut remarquer que cette marge d'exploitation intègre cette année encore un niveau significatif d'investissements marketing et commerciaux (37 % du CA).

Le résultat financier reste négatif à -2,5 millions d'Euros au 31 décembre 2007.

L'impôt sur les sociétés est stable à 5,9 millions d'Euros. Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, le résultat net part du Groupe à 6,7 millions d'Euros est en repli de - 21,6 %.

Le résultat net des activités poursuivies à 8,7 millions d'euros n'est en repli que de 11,2 %.

Le bénéfice par action s'élève à 0,49 Euro contre 0,65 Euro au 31 décembre 2006.

BILAN

La structure du bilan consolidé appelle les remarques suivantes :

A l'actif : Les stocks diminuent à 24,6 millions d'Euros contre 29,8 millions d'Euros au 31/12/2006. Les créances clients augmentent, passant de 41,8 à 45,4 millions d'Euros, en particulier du fait de la croissance de l'activité à l'international.

Si la Trésorerie brute est en baisse sensible à 15,6 millions d'Euros, la Trésorerie nette ne baisse que de 5 % à 13,5 millions d'Euros.

Au passif : Les grands postes sont cohérents avec l'évolution de l'activité. Ainsi, les fonds propres part du Groupe sont stables à 88 millions d'Euros au 31/12/2007. Les dettes financières s'élèvent à 29,8 millions d'Euros, soit une baisse de près de 10 millions d'euros par rapport à 2006. Les activités arrêtées sur l'exercice sont comptabilisées pour 1 million d'Euros.

ENDETTEMENT

Le ratio d'endettement net sur capitaux propres est passé de 0,2 au 31 décembre 2006 à 0,16 au 31 décembre 2007 conformément aux objectifs du Groupe.

CHIFFRES CLEFS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2007

Les comptes des filiales du groupe sont disponibles sur demande

En Euros	Chiffre d'Affaires	Résultat net
SOCIÉTÉS DE GESTION - FRANCE		
CASTER	* 2 988 129	1 562 832
PHYTALÈS	975 000	246 097
SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION - FRANCE		
PHYTOSOLBA	36 094 109	2 348 282
LIERAC	63 486 024	4 682 022
CARON	10 117 589	- 650 388
DUCASTEL	*15 173 584	1 094 627
PHYTODERM	435 199	- 1 617 663
ALÈS GROUPE INDUSTRIE	42 295 896	513 109
SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION - ÉTRANGER		
ALÈS GROUP INC USA	15 850 035	- 1 088 514
ALÈS GROUPE CANADA	2 331 159	- 243 530
ALÈS GROUPE COSMETIC Deutschland GmbH	8 461 239	135 605
ALÈS GROUPE ITALIA	37 354 085	2 376 238
ALÈS GROUPE BENELUX	2 768 139	6 528
ALÈS GROUPE UK	1 949 342	- 316 507
ALÈS GROUPE ESPAÑA	1 501 695	- 516 344
ALÈS GROUPE POLSKA	1 722 839	201 005
ALÈS GROUPE SUISSE	0	- 12 746

* Produits d'exploitation

INVESTISSEMENTS

Les principaux investissements de l'exercice s'élèvent à 2,9 millions d'euros. Ils sont liés au remplacement et l'amélioration des outils industriels.

RISQUE DE TAUX

A l'exception d'un emprunt à taux fixe, dont le capital restant dû est de 477 milliers d'Euros, les intérêts de la totalité des crédits bancaires et des crédits baux sont indexés sur une référence variable Euribor.

Les échéances de la ligne de crédit ayant pour objet le refinancement de l'emprunt obligataire (14,5 millions d'Euros au 31 décembre 2006) sont couvertes jusqu'au 30 juin 2008 par un tunnel défini comme suit :

- Si euribor 3 mois < 2,20 le Groupe paye 2,20 + 12 bp
- Si 2,20 < euribor 3 mois < 2,75 le Groupe paye euribor 3 mois + 12 bp
- Si euribor 3 mois > 2,75 le Groupe paye 2,75 + 12 bp

Par ailleurs, la société a mis en place au 10/09/05 une couverture jusqu'au 10/09/08 de l'emprunt de 5 millions d'Euros souscrit le 10/03/05. Cette couverture est un tunnel défini comme suit :

- Si euribor 3 mois < 2,15 le Groupe paye 2,150 + 8 bp
- Si 2,15 < euribor 3 mois < 2,75 le Groupe paye euribor 3 mois + 8 bp
- Si euribor 3 mois > 2,75 le Groupe paye 2,75 + 8 bp

Les autres lignes de crédit ne font pas l'objet d'opérations de couverture de taux.

Les instruments de couverture de taux sont valorisés et présentés conformément aux normes IAS 32/39.

Au 31 décembre 2007, la valorisation des instruments de couverture de taux est inscrite à l'actif sur la ligne Instruments dérivés actifs – non courant pour 124,1 milliers d'Euros.

Au 31/12/2007 sur la base de l'endettement net et des couvertures existantes, une variation de l'euribor 3 mois aurait les effets suivants sur le résultat financier (montant en milliers d'Euros).

Evolution euribor 3 mois	Résultat financier
+ 100 bp	- 32
- 100 bp	+ 32

RISQUE DE CHANGE

Au 31 décembre 2007, le groupe facture ses filiales étrangères hors zone euros dans leur devise. Ces facturations sont couvertes systématiquement par des ventes à terme.

De plus, les budgets de ventes à ces filiales sont couverts par des achats de puts dès lors qu'ils représentent un risque jugé significatif. Au 31 décembre 2007, le budget de ventes du 1^{er} semestre 2008 est couvert à hauteur de 3 000 000 USD pour un cours moyen de 1,4727 et le budget de ventes du 2^{ème} semestre 2008 à hauteur de 750 000 USD pour un cours

moyen de 1,4935. Au 31 décembre, la plus value latente sur ce portefeuille d'options est de 6 milliers d'euros.

Les instruments de couverture de change sont valorisés et présentés conformément aux normes IAS 32/39. L'application de ces règles au groupe est décrite au § 3.1 a. Les instruments de couverture sur les prévisions de facturation en devises portant sur des flux inter compagnies, la variation de leur valorisation a été intégralement portée en résultat.

Position au 31 décembre 2007 (montant en milliers de devises).

	USD	CAD	PLN	GBP
Actifs en devises	5 762	1 097	1 018	321
Passifs en devises				
Position Nette avant gestion	5 762	1 097	1 018	321
Position de couverture	- 5 584	- 1 134	- 995	- 288
Position Nette après gestion	178	- 37	23	33

Les expositions nettes ne sont pas significatives.

Comme précédemment indiqué, le risque principal concerne l'USD. La facturation à la filiale ALES GROUPE INC est estimée à 7 millions d'USD par an. Le cours moyen constaté en 2007 est de 1,3706. Sur la base des couvertures existantes au 31 décembre 2007, une variation de +/- 10 % de l'USD par rapport à ce cours moyen aurait les effets suivants sur la marge consolidée (montants en milliers d'Euros) :

Cours moyen USD 2008	Effet sur la marge
1,50766	- 843
1,23354	+ 959

Les filiales étrangères facturent la totalité de leurs clients en devise locale.

Les chiffres d'affaires réalisés localement au 31/12/2007 sont les suivants (montants en milliers de devises) :

	Montants	Devise
USA	23 236	USD
Allemagne	8 461	Euro
Italie	37 354	Euro
Belgique	2 768	Euro
Angleterre	1 334	GBP
Canada	3 424	CAD
Espagne	1 502	Euro
Pologne	6 518	PLN

RISQUE DE CONVERSION

Les comptes consolidés du groupe sont affectés par l'impact de la variation des devises des filiales hors zone Europe sur la conversion de leurs comptes en euros.

RISQUE FINANCIER

• DETTES :

Des clauses de "covenants bancaires" sont intégrées à plusieurs contrats de crédit. Elles visent principalement le respect de ratio d'endettement. Elles ont toujours été respectées et la probabilité de leur mise en œuvre n'est pas significative.

Le détail de ces clauses s'établit comme suit (montants en milliers d'Euros) :

Montant à l'origine	Capital restant dû	Echéance finale	Descriptif des covenants
2 000,0	839,8	01/10/09	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <=1
30 000,0	11 000,0	31/12/10	Dettes Financière Nette Consolidée/ Capacité d'Autofinancement Consolidée < 6, puis 5,5 à compter du 31/12/07 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <1 puis 0,9 à compter du 31/12/07
4 000,0	850,6	01/10/08	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 2,6 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <1,2
5 000,0	2 250,0	10/03/10	Endettement à moyen et long terme/ Capacité d'autofinancement < 5 Dettes à moyen et long terme/Fonds Propres < 1
3 000,0	2 100,0	01/04/11	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé <= 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <=1
3 000,0	2 729,0	02/04/12	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés < 1

RISQUE JURIDIQUE

Il n'existe pas de litige non provisionné représentant individuellement un risque significatif pour le groupe.

Compte tenu de la nature de nos activités (conception, fabrication et vente de produits cosmétiques), la politique du Groupe est la suivante en terme d'assurance pour ses principaux risques :

1 – Protection et garantie du risque industriel

- politique de prévention avec des visites régulières de nos sites en présence d'experts (courtiers de compagnie d'assurance).

- définition des risques majeurs (incendie, inondation) et adaptation des moyens de prévention et d'intervention.

- Souscription d'une police d'assurance "tout risque sauf" concernant les locaux, le matériel, les stocks.

2 – Garantie des frais complémentaires permettant un transfert temporaire d'activité chez des tiers (sous-traitants) en cas de sinistre industriel.

3 – Garantie du fait des produits :

- une assurance "RC mondiale produit" couvre les risques représentés par les éventuels sinistres causés aux tiers

(consommateurs) du fait de l'emploi des produits, si ces derniers étaient défectueux ou dangereux (normalement le service qualité doit éviter cette situation). Cette garantie n'a jamais été mise en œuvre jusqu'à ce jour.

4 – Risques non couverts :

- Perte d'exploitation, car, après analyse, la polyvalence des différents sites industriels, la faculté de sous-traitance auprès de tiers et les mesures de prévention ou d'intervention ne justifient pas le coût d'une assurance pour faire face à ce risque, déjà partiellement couvert par la Garantie "frais complémentaires".

- Risque environnement. La nature des produits qui sont conçus pour une application sur l'être humain et les procédés de fabrication ont conduit le Groupe à ne pas souscrire d'assurance couvrant un risque environnement, mais "la RC dommage" couvre les risques de pollution accidentelle.

Tableau de synthèse des principaux risques couverts :

Risques couverts	Franchise	Capitaux garantis	Compagnie
<u>R.C. exploitation</u>			
Tous Dommage	5 000 €	7 500 000 €	AIG /
Dommage pollution	10 000 €	1 000 000 €	/
Faute inexcusable de l'employeur	15 000 €	5 000 000 €	/
<u>RC produits</u>			
Tous dommages	10 000 €	5 000 000 €	AIG
<u>Tous dommages sauf</u>			
Risque mobilier immobilier et stock	30 000 €	68 995 963 €	AIG
Stocks "Flottant"	30 000 €	2 000 000 €	/
Frais supplémentaires d'exploitation	30 000 €	1 570 000 €	/

RESSOURCES HUMAINES

L'effectif du groupe est passé de 789 collaborateurs en 2006 à 828 collaborateurs en 2007 soit une progression de 5 %. La France compte 554 collaborateurs. L'effectif des filiales est passé de 236 collaborateurs en 2006 à 274 collaborateurs en 2007, soit une progression de 14 %.

La répartition de l'effectif France s'effectue de la manière suivante :

Répartition par catégorie :

Ouvriers	24,9 %
Employés	7,8 %
Agents de maîtrise	23,1 %
Commerciaux	18,8 %
Cadres	25,4 %

Répartition par service :

Fabrication	36,7 %
Force de vente, marketing, administration des ventes	43,2 %
Recherche et développement	5,1 %
Administration	15,0 %

Répartition par ancienneté :

0 à 2 ans	21 %
3 à 5 ans	16 %
6 à 15 ans	35 %
+15 ans	28 %

Répartition par sexe :

Hommes	36,2 %
Femmes	63,8 %

Il y a eu 32 contrats à durée déterminée sur l'exercice, dont 22 toujours en poste au 31 décembre 2007 et 13 collaborateurs en contrat à durée indéterminée ont un statut de travailleur handicapé.

Le poste "intérimaires" s'est élevé à 1,55 millions d'Euros.

Les conditions d'hygiène et de sécurité sont suivies par un cadre ayant cette fonction et qui en répond à la Direction Générale et au C.H.S.C.T.

Les filiales internationales, fortes de 274 collaborateurs, sont des structures exclusivement commerciales.

Aucune sous-traitance n'est effectuée dans des pays sensibles au regard des dispositions du Bureau International du Travail.

La durée du temps de travail est en France de 35 heures effectives. Les heures supplémentaires sont rémunérées selon les dispositions légales et conventionnelles (conventions collectives des industries chimiques).

Pour le secteur industriel, le temps de travail est annualisé sur la base de 1 600 heures.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Le montant des dépenses alloué à la recherche et au développement reste proche de 4 millions d'euros.

Il concerne la recherche appliquée, l'analyse, la mise au point des nouveaux principes actifs, les études cliniques, ainsi que les frais de développement de produits.

L'intégralité des frais de recherche et développement a été comptabilisée en charges d'exploitation.

L'activité recherche et développement est assurée par plusieurs équipes totalisant une trentaine de personnes, dont les deux tiers sont affectées aux laboratoires.

Le groupe dispose de 8 brevets déposés en France et à l'étranger. Ces derniers sont protégés 20 ans à compter de leur date de dépôt. Le premier brevet, qui tombera dans le domaine public le 17 juillet 2014, concerne l'Arbutine de l'OPC. La société considère que, compte tenu de l'échéance lointaine de cette date et de l'évolution technique sur ces marchés, cette absence de protection ne constituera pas un risque.

ENVIRONNEMENT

Le principal impact sur l'environnement de l'activité industrielle du groupe concerne sa consommation et ses rejets d'eau. Sur le site de l'unité de production de Bezons (95), le groupe consomme près de 18 000 m³ d'eau, dont 4 000 m³ d'un usage domestique. Ces eaux usées partent aux égouts, sans traitement pour les eaux sanitaires, après dégraissage pour les eaux du restaurant d'entreprise.

Les rejets industriels, pour 2 000 m³, concernent des eaux de lavage dites sales, qui sont traitées par un bac de décantation.

Les eaux industrielles dites propres (échanges thermiques), pour 2 200 m³, sont rejetées sans traitement nécessaire.

Des contrats d'entretien et de nettoyage sont pris auprès d'organismes spécialisés pour les bacs de dégraissage et de décantation. Une redevance annuelle proportionnelle à la consommation est payée à l'Agence de Seine Normandie.

Pour le site de DUCASTEL à Castelfranc dans le Lot, la consommation d'eau pour 2007 est de 7 291 m³ (en hausse de 2,4 % par rapport à 2006 malgré une hausse d'activité commerciale de 9,45 % vs 2006). En 2006, l'achat de deux cuves de 50 000 litres chacune a permis le stockage des effluents d'une semaine d'activité. Les effluents sont envoyés par citerne à la station d'épuration du SYCALA avec laquelle a été signée une convention de rejet. L'ensemble de ces investissements est en partie financée par l'Agence de l'eau Adour sur Garonne de la façon suivante : 12 % du montant retenu pour les travaux sous forme de subvention et 65 % sous forme de prêt à taux 0 % remboursable sur 10 ans.

Les rejets journaliers en 2007 s'élèvent à 20,8 m³ par jour.

La signature de la convention SAUR est intervenue le 23 octobre 2006.

Il n'y a pas de rejets polluants dans l'atmosphère.

L'entrepôt de Cergy Pontoise (95) est un établissement classé soumis à autorisation ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 18 avril 2000.

Enfin, le groupe emploie des plantes non OGM dans ses propres extractions. De plus, les plantes utilisées ne sont pas prélevées dans les milieux naturels sensibles.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

- Création d'une filiale au Portugal qui reprendra l'activité commerciale du distributeur portugais à compter du 01/05/2008.
- Reprise de la distribution de l'activité capillaire PHYTO aux Pays-Bas par la filiale BENELUX.
- Nomination de Mme Lorenza Battigello comme Directrice Générale du Groupe, Mr Patrick Alès conservant la présidence du Conseil d'Administration et Mr Romain Alès prenant la Présidence des Parfums Caron.

PERSPECTIVES

Le Groupe prévoit une progression de son activité en 2008 par rapport à 2007.

Par ailleurs, le Groupe s'est donné pour objectif d'améliorer dès 2008 sa marge opérationnelle.

COMPTES SOCIAUX ET RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

ALÈS GROUPE a eu une activité de prestations de service pour les sociétés françaises du Groupe et a facturé 14,9 millions d'Euros au titre de cette activité. Avec 10,1 millions d'euros de charges de personnel et 4,9 millions d'euros d'autres charges d'exploitation, le résultat d'exploitation est négatif de 0,1 million d'Euros.

Le résultat financier à 7,9 millions d'Euros tient compte pour 7,8 millions d'Euros des dividendes reçus des filiales.

En conséquence, le résultat net de la société s'élève à 6,4 millions d'Euros au 31 décembre 2007 contre 4,8 millions d'Euros au 31 décembre 2006.

PLAN DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Il n'existe pas de plan de souscription d'actions.

BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Il a été émis 646 360 bons de souscription d'actions au 17 mars 2004, trois bons donnant alors droit à la souscription d'une action à 36 Euros (capital 6 Euros, prime 30 Euros).

Après la division par 3 du nominal de l'action ALÈS GROUPE de 6 Euros à 2 Euros le 7 juillet 2004, un bon de souscription a alors donné droit à la souscription d'une action à 12 Euros (capital 2 Euros, prime 10 Euros).

Sur l'ensemble de l'exercice 2007, 9278 bons de souscription d'actions ont été exercés et de ce fait 9278 actions ont été créées au 31 décembre 2007, le capital devant ainsi être augmenté de 18 556 Euros.

DILUTION POTENTIELLE

Au 31 décembre 2007, il existait 635 616 bons de souscription d'actions donnant droit à souscription de 635 616 actions, ce qui représente une dilution potentielle de 4,45 % après opération.

ACTIONNARIAT SALARIÉ

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 juin 2007 a autorisé pour une durée de 26 mois une augmentation de capital au profit des salariés du groupe participant à un P.E.E. Aucune émission n'a été réalisée à ce titre et il n'existe pas d'actions réservées aux salariés ou aux anciens salariés à travers un P.E.E. (Plan d'Épargne d'Entreprise).

RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Le montant des rémunérations brutes, avantages en nature et jetons de présence, concernant les mandataires sociaux de la Société Anonyme ALÈS GROUPE, s'élève à 1 285 353 Euros en 2007 contre 1 011 069 Euros en 2006.

Il est réparti comme suit :

		Rémunération au sein du groupe	Jetons de présence
M. Patrick ALÈS	Président Directeur Général	179 800	31 500
M. Romain ALÈS	Vice-Président / Directeur Général Délégué en charge des filiales et de la coordination commerciale du groupe	244 366	31 500
Mme Thérèse FOSSARD	Directeur Général Délégué chargé de l'Administration et des Ressources Humaines	242 610	16 500
M. Alexandre de LABORDERIE	Directeur Général Délégué en charge du service Juridique et Communication Financière	174 875	11 000
M. Marc JEREMIE	Directeur Général Délégué en charge du service Financier et de la Comptabilité	229 502	
Mme Jacqueline ALÈS	Administrateur salarié au titre de ses mandats sociaux Directeur Général Délégué	55 200	31 500
M. Bernard EMIRIAN	Administrateur indépendant		5 500
M. Guillaume MARCILHACY	Administrateur indépendant		5 500

Il n'existe pas de cotisation ou prime versées au titre d'un régime de retraite complémentaire.

OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS

Aucune opération d'achat ou vente de valeurs mobilières de la société ALES GROUPE n'a été déclarée par les dirigeants au cours de l'exercice.

ORGANISATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le Conseil d'Administration de la société ALÈS GROUPE a confié la Direction Générale de la société au Président du Conseil d'Administration.

LISTE DES MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX AU 31/12/2007.

Monsieur Patrick ALÈS est :

- Président du Conseil d'Administration et Directeur Général des Sociétés Anonymes suivantes : ALÈS GROUPE, LABORATOIRES LIERAC.
- Administrateur et Directeur Général Délégué de la Société Anonyme LABORATOIRES PHYTOSOLBA.
- Président des Sociétés par Actions Simplifiées suivantes : LABORATOIRE DUCASTEL, PARFUMS CARON, ALÈS GROUPE INDUSTRIE, PATRICK ALÈS (Salon), AVILA.
- Directeur Général des Sociétés par Actions Simplifiées suivantes : CASTER, PHYTALES.
- Président du Conseil d'Administration et Administrateur des Sociétés suivantes : ALES GROUP INC. (USA), ALÈS GROUPE ITALIA SPA (Italie).

- Directeur Général et Administrateur de la Société : ALÈS GROUPE UK LTD (Royaume-Uni).
- Administrateur de la société ALÈS GROUPE ESPAÑA SL (Espagne).

Madame Jacqueline ALÈS est :

- Présidente du Conseil d'Administration de la Société Anonyme LABORATOIRES PHYTOSOLBA.
- Présidente des Sociétés par Actions Simplifiées suivantes : CASTER, PHYTALES.
- Directeur Général Délégué de la Société Anonyme ALÈS GROUPE.
- Directeur Général de la Société par Actions Simplifiée AVILA.
- Administrateur des Sociétés Anonymes ALÈS GROUPE, LABORATOIRES LIERAC.

Monsieur Romain ALÈS est :

- Vice-Président, Directeur Général Délégué et Administrateur de la Société Anonyme ALÈS GROUPE.
- Directeur Général et Administrateur de la Société Anonyme LABORATOIRES PHYTOSOLBA.
- Président de la Société par Actions simplifiée LABORATOIRE PHYTODERM (ex. COSMODEX).
- Administrateur de la Société Anonyme LABORATOIRES LIERAC
- Directeur Général des Sociétés par Actions Simplifiées suivantes : LABORATOIRE DUCASTEL, ALÈS GROUPE INDUSTRIE.

- Président et Administrateur de la société ALÈS GROUPE ESPAÑA SL (Espagne).
- Directeur Général et Administrateur de la Société ALÈS GROUPE UK LTD (ROYAUME-UNI).
- Directeur Général non Administrateur de la Société ALÈS GROUPE INC. (USA).
- Administrateur de la Société : ALÈS GROUPE ITALIA SPA (Italie).
- Président de la Société : ALES GROUPE POLSKA (SARL).

Madame Thérèse FOSSARD est :

- Directeur Général Délégué et Administrateur des Sociétés Anonymes suivantes :
ALÈS GROUPE, LABORATOIRES PHYTOSOLBA.

Monsieur Alexandre de LABORDERIE est :

- Directeur Général Délégué non Administrateur de la Société Anonyme ALÈS GROUPE.
- Administrateur de la Société Anonyme LABORATOIRES PHYTOSOLBA.

- Directeur Général des Sociétés par Actions Simplifiées suivantes : CASTER, LABORATOIRE DUCASTEL, PHYTALES.
- Gérant de ALES GROUPE BENELUX SPRL (Belgique).
- Directeur Général et Administrateur ALES GROUPE UK LTD (ROYAUME-UNI).
- Administrateur de la Société ALÈS GROUPE ESPAÑA SL (Espagne).
- Gérant de ALES GROUPE POLSKA (SARL).

Monsieur Marc JEREMIE est :

- Directeur Général Délégué non Administrateur de la Société Anonyme ALÈS GROUPE.

Monsieur Bernard EMIRIAN

et Monsieur Guillaume MARCILHACY sont :

- Administrateurs de la Société Anonyme ALÈS GROUPE.

DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A - Délégations de pouvoirs consenties au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 14 juin 2007 en vue de procéder à des augmentations de capital.

	Plafonds autorisés	Utilisés	Solde subsistant	Date d'expiration
1) Emissions d'actions ou valeurs mobilières donnant droit à des actions. (Si émission sous forme de titres d'emprunt : plafond de 100 M.€. nominal) Plafonds applicables individuellement en cas : - d'émission avec droit préférentiel de souscription des actionnaires (8 ^{ème} résolution) - d'émission avec suppression de ce droit (10 ^{ème} résolution) - d'émission de titres destinés à rémunérer une O.P.E. (10 ^{ème} résolution)	15 M € nominal	NEANT	15 M € nominal	14.08.2009
2) Augmentation de capital par incorporation de réserves, primes, etc... (9 ^{ème} résolution)	15 M € nominal	NEANT	15 M € nominal	14.08.2009
3) Augmentation de capital réservée à des salariés adhérents d'un P.E.E. ou P.P.E.S.V. (12 ^{ème} résolution)	1 % du capital	NEANT	1 % du capital	14.08.2009
4) Plafond global pour l'ensemble de ces délégations (plafond de 100 M € si émission sous forme de titres d'emprunt) (8 ^{ème} et 11 ^{ème} résolution)	15 M € nominal en capital	NEANT	15 M € nominal	14.08.2009

B - Délégations de pouvoirs consenties au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte en vue de procéder à des achats d'actions, ou à des annulations d'actions.

	Plafonds autorisés	Utilisés	Solde	Date d'expiration
1 - Achat d'actions dans la limite de 10 % du capital (10 ^{ème} résolution)*	40 724 859 €	NEANT	40 724 859 €	14/12/2008
2 - Annulation d'actions (11 ^{ème} résolution)**	10 % du capital	NEANT	10 % du capital	14/12/2008

*AGO du 14/06/07 **AGO du 14/06/07

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à 6 367 921 Euros :

- A la réserve légale pour 318 397 euros
- Aux actionnaires à titre de dividende pour 5 433 730 euros
- Et en report à nouveau pour le solde de 615 794 euros

Le montant distribué représente 81% du résultat net consolidé part du groupe.

En conséquence, chacune des 13 584 325 actions existant au 31 décembre 2007 ouvrira droit à un dividende de 0,40 Euro, qui sera mis en paiement à compter du 25 juin 2008.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée rappelle qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes au titre des trois précédents exercices :

exercice	dividende global	dividende par action	Montant des revenus distribués éligibles à la réfaction	Montant des revenus distribués non éligibles à la réfaction
2004	3 393 655 €	0,25 €	0,25 € x nombre d'actions détenues*	néant
2005	4.072.486 €	0,30 €	0,30 € x nombre d'actions détenues*	néant
2006	5.430.018,80 €	0,40 €	0,40 € x nombre d'actions détenues*	néant

* nombre d'actions détenues par les personnes physiques et par les sociétés taxées entre les mains de leurs associés personnes physiques

FRANCHISSEMENT DE SEUILS ET DÉCLARATION D'INTENTION

- Depuis le 8 janvier 2004, date des dernières déclarations de franchissement de seuil, la S.A.S. AVILA, qui avait déclaré détenir 80,01 % du capital de la société ALES GROUPE, n'a effectué aucune nouvelle déclaration.
- Le 2 février 2007, la Société Tocqueville Finance a franchi à la hausse le seuil de 1 % du capital de la société.

OPÉRATIONS SUR LES TITRES ALÈS GROUPE

Aucune opération d'achat ou de vente d'actions ou de BSA ALES GROUPE n'a été déclarée à la société par ses mandataires sociaux au cours de l'exercice 2007.

RÉGULATION DE COURS

Aucune opération de régulation de cours n'est intervenue durant l'exercice 2007.

RACHAT D' ACTIONS

Il sera proposé à l'Assemblée Générale d'autoriser le rachat d'actions par la société, dans la limite de 10 % du capital et sous réserve du respect des dispositions de l'article L225.209 du Code de Commerce et du Règlement Européen

n°2273/2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE entré en application le 13 octobre 2004. Le rachat pourra intervenir en vue de :

- Consentir à des dirigeants ou à des salariés des options d'achats d'actions ou des actions gratuites
- Mettre en œuvre un contrat de liquidité par l'intermédiaire d'un P.S.I.
- Réduire le capital (annulation des titres)
- Disposer de titres affectés à une opération de croissance externe.

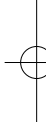
JETONS DE PRÉSENCE

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de fixer à 33 000 Euros le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice en cours.

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société ALÈS GROUPE

NATURE DES INDICATIONS EN EUROS	EXERCICE 2007	EXERCICE 2006	EXERCICE 2005	EXERCICE 2004	EXERCICE 2003
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	27 168 650	27 150 094	27 149 906	27 149 238	23 268 984
Nombre d'actions ordinaires existantes	13 584 325	13 575 047	13 574 953	13 574 619	3 878 164
Nombre des actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
- Par exercice de droits de souscription	635 616	644 894	644 988	645 322	0
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	14 880 682	14 128 532	13 764 747	11 660 970	46 800
Produits financiers de participations	7 778 484	6 787 060	8 418 078	8 957 803	11 093 784
Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	8 795 136	7 080 371	9 126 447	8 893 287	5 194 135
Impôts sur les bénéfices	(1 476 458)	(70 468)	(883 176)	(914 661)	(2 839 341)
Participations de salariés dus au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6 367 921	4 846 131	3 925 366	3 083 460	10 917 191
Résultat distribué	(1) 5 433 730	5 430 189	4 072 486	3 393 655	4 653 797
III. RÉSULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,76	0,52	0,74	0,72	2,07
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,47	0,36	0,29	0,23	2,81
Dividende attribué à chaque action	(1) 0,40	0,40	0,30	0,25	1,20
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	124	126	120	110	0
Montant de la masse salariale de l'exercice	6 829 671	6 302 563	5 732 336	4 970 894	NÉANT
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales,...)	3 281 161	2 887 930	2 794 686	2 117 718	NÉANT

(1) proposition



Rapport du Président du Conseil d'Administration sur le Contrôle Interne

En application des articles L.225-37 et L.225-68 du Code de Commerce, je vous présente, en ma qualité de Président du Conseil d'Administration, le présent rapport qui a pour objet de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation

des travaux du Conseil d'Administration et des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du directeur général ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société ALÈS GROUPE.

1 - PRÉPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2007, le Conseil d'Administration était composé des six membres suivants :

Nom et Prénom ou Dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans Alès Groupe
M. Patrick Alès	16.01.1995	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008	Président du Conseil d'administration et Directeur Général
M. Romain Alès	16.01.1995	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008	Vice-Président, Directeur Général Délégué et Administrateur
Mme Thérèse Fossard	12.05.1998	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009	Directeur Général Délégué et Administrateur
Mme Jacqueline Alès	16.01.1995	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008	Directeur Général Délégué et Administrateur
M. Bernard Emirian	15.06.2004	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009	Administrateur indépendant
M. Guillaume Marcilhacy	15.06.2004	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009	Administrateur indépendant

M. Alexandre de LABORDERIE, Directeur Général Délégué, non administrateur, et M. Marc JEREMIE, Directeur Général Délégué, non administrateur, assistent également au Conseil d'Administration.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins pendant toute la durée de son mandat.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice 2006 et trois fois au cours de l'exercice 2007 (15 mars, 14 juin, 26 septembre).

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social,

il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes de ses dirigeants qui ne relèvent pas de l'objet social, si elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toutes décisions qui limiteraient les pouvoirs du Conseil seraient inopposables aux tiers.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le Conseil d'Administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou

son Président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes les composant.

Le Conseil d'Administration arrête les comptes sociaux et consolidés soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

2 - POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En application des dispositions de la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques (NRE), les statuts de la société ont été modifiés lors de l'Assemblée Générale du 20 juin 2002 afin de permettre au Conseil d'Administration de se prononcer sur une éventuelle séparation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration du 20 juin 2002 a décidé de ne pas dissocier ces deux fonctions.

3 - LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Ce rapport présente de manière descriptive le système de contrôle interne de la société ALÈS GROUPE, société mère. Il s'attache ainsi particulièrement à présenter les procédures visant à optimiser le contrôle de celle-ci sur ses filiales et à garantir la fiabilité des comptes consolidés.

• Objectifs du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans la société ont pour objet :

- d'une part, veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements du personnel s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise, par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;

- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion, communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

• Organisation générale des procédures de contrôle interne :

Les acteurs du contrôle

Un Comité de Direction, réunissant sous la présidence du Président Directeur Général, les responsables des marques, la Direction des filiales, la Direction industrielle, la Direction financière, la Direction juridique, la Direction des ressources humaines, se tient deux fois par mois afin d'aborder les activités du groupe et de coordonner les actions ayant une incidence sur plusieurs fonctions ou services.

- *La Direction des filiales* est assurée par le Vice Président, Directeur Général Délégué, qui organise l'activité des filiales de distribution étrangères et du laboratoire DUCASTEL. Il veille au respect des procédures du groupe et coordonne les relations de ces sociétés avec les autres structures du groupe.

- *La Direction industrielle* organise l'activité industrielle et logistique du groupe, principalement à travers la société ALÈS GROUPE INDUSTRIE. En 2007, une procédure fiabilisée a été mise en place par le groupe pour contrôler le suivi des retours.

- *La Direction financière et comptable* organise et contrôle l'ensemble des opérations comptables des sociétés françaises du groupe, elle organise pour l'ensemble du groupe l'arrêté des comptes sociaux et consolidés, elle définit le processus de consolidation, elle fixe le calendrier des opérations en concertation avec les Commissaires aux comptes.

- *La Direction juridique* organise la protection des éléments de propriété industrielle du groupe, veille au respect des règles de concurrence, coordonne le secrétariat juridique des sociétés du groupe, assiste les différentes sociétés du groupe et les autres directions dans leurs éventuels litiges avec des tiers.

- *La Direction des ressources humaines* organise les relations avec les collaborateurs, les organismes sociaux et les instances représentatives des salariés pour toutes les sociétés françaises du groupe.

- *La Direction export* organise et coordonne les relations commerciales avec les distributeurs étrangers du groupe, elle veille au bon respect de l'application des règles en vigueur dans les pays tiers, et au recouvrement des créances auprès des clients export. Cette Direction reporte auprès du Vice Président, Directeur Général Délégué.

- *Chaque Direction de marque* organise le développement marketing et commercial tout en veillant au respect de l'image des marques dont elle a la responsabilité, elle coordonne les relations des équipes commerciales et marketing avec les autres directions du groupe.

Le Président Directeur Général, préside le Comité de Direction, il organise les débats, définit l'ordre du jour, arrête les priorités et entérine les décisions. Le Président Directeur Général définit avec les laboratoires de recherche les axes prioritaires de développement.

L'application des différentes procédures est assumée par les Directeurs ou Chefs des différents départements concernés qui sont chargés de s'assurer de leur correcte application et qui rendent compte à la Direction Générale des insuffisances éventuelles relevées.

Le contrôle de la mise en œuvre adéquate des procédures est assuré au niveau du groupe, par la Direction Générale qui s'appuie sur un service de contrôle de gestion et sur les tests et vérifications réalisés par des intervenants extérieurs.

Information synthétique sur les procédures de contrôle internes mises en place par la société

Les fonctions ou services pour lesquels des procédures spécifiques existent sont au nombre de dix : comptabilité et trésorerie, achats, stocks, ventes et recouvrement, distribution et facturation, personnel et paie, investissements et immobilisations, frais généraux, marques, informatique.

Ces procédures sont appliquées dans les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation avec une adaptation particulière suivant la nature de l'activité ou la localisation géographique, notamment pour les filiales à l'étranger.

Contrôle financier et comptable

Le contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable s'appuie essentiellement sur les fonctions "comptabilité et trésorerie" et "informatique".

L'élaboration et le traitement des états financiers sociaux et consolidés sont centralisés au sein d'un même service pour les sociétés françaises, le service comptable sous la responsabilité du directeur financier.

Chacune des filiales à l'étranger dispose d'un service comptable adapté tenu à un reporting régulier, notamment concernant les opérations intra groupes.

Le Directeur financier assure la cohérence, la fiabilité et l'homogénéité des méthodes du groupe et le respect du planning de clôture. Il propose, avec l'aide de conseils externes, les options comptables et fiscales.

Par ailleurs, il contrôle la procédure groupe dans le cadre du passage aux normes IFRS.

L'homogénéité des états financiers du groupe est garantie par l'adoption d'un plan de compte commun à toutes les filiales françaises et à la remontée des comptes des filiales étrangères sous la forme d'un package standard groupe. Le contenu de ce package groupe est défini par le Directeur Financier, seul compétent pour le modifier.

La gestion centralisée de trésorerie est prise en charge par un trésorier sous le contrôle du Directeur financier.

Semestriellement pour l'arrêté de comptes du groupe, un Commissaire aux Comptes ou des auditeurs locaux vérifient les comptes des filiales.

Un système d'habilitation et de contrôle des accès physiques et logiques, ainsi qu'une procédure de sauvegarde des données, sécurisent l'accès aux systèmes d'information.

La production des documents comptables et financiers de la société est placée sous la responsabilité du Directeur financier qui valide les options comptables et fiscales, contrôle les sorties de comptes et s'assure du respect des règles applicables au groupe.

La communication des informations financières de la société, les relations avec les autorités de marchés sont sous le contrôle de la Direction de la Communication financière. Cette Direction organise et contrôle la publication des informations légales obligatoires de la société.

Rémunération des mandataires sociaux

La rémunération détaillée des mandataires sociaux est présentée dans le rapport de gestion.

- En ce qui concerne la rémunération au titre d'un mandat social, celle-ci est votée annuellement par le conseil d'administration sur proposition du président, les bénéficiaires ne prenant pas part au vote.

- Les rémunérations versées au titre d'une fonction salariée antérieure à la nomination à un mandat social, et correspondant toujours à une fonction salariée, évoluent selon les règles du droit social, et prennent en compte un ensemble de facteurs tels que l'évolution du point des conventions collectives de l'industrie chimique, l'évolution des rémunérations du secteur (FIP), la promotion individuelle du collaborateur dans sa fonction salariée.

Ces rémunérations au titre d'une fonction salariée sont définies par un comité spécifique composé du Président et du Directeur Général délégué en charge des Ressources Humaines.

- Enfin, la décision de versement de jetons de présence est du seul ressort de l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration. Seules les S.A bénéficiaires versent des jetons de présence.

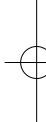
Contrôle produits

Le groupe a mis en place depuis de nombreuses années une procédure de contrôle produits visant à garantir la meilleure qualité au consommateur.

Ainsi chaque matière première est contrôlée avant son emploi, en cours de fabrication les "sauces" sont contrôlées avant le conditionnement, enfin les produits finis sont contrôlés avant leur libération pour expédition.

L'ensemble de ces phases de contrôle, ainsi que la cosmétovigilance sont confiés à des responsables hautement qualifiés, pharmaciens, médecins, et ingénieurs chimistes sous la Direction du Directeur des laboratoires.

Le Président du Conseil d'Administration



Comptes consolidés au 31 décembre 2007

Bilan Actif

en Milliers d'Euros

RUBRIQUES	MONTANT BRUT 31/12/2007	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS 31/12/2007	MONTANT NET 31/12/2007	MONTANT NET 31/12/2006*
ACTIF NON COURANT				
Ecarts d'acquisition	21 617,1	4 576,9	17 040,2	17 041,0
Immobilisations Incorporelles	46 090,9	15 853,1	30 237,8	29 128,3
Immobilisations Corporelles	54 629,2	31 366,7	23 262,5	25 359,7
Actifs Financiers disponibles à la vente	118,7	117,0	1,7	1,7
Autres Actifs Financiers non courants	1 030,0	156,2	873,8	1 038,1
Instruments dérivés actifs non courants	124,1		124,1	254,9
Impôts différés actifs	1 116,3		1 116,3	1 003,2
TOTAL ACTIF NON COURANT	124 726,3	52 069,9	72 656,4	73 826,9
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	29 096,7	4 537,8	24 558,9	29 775,7
Créances clients et comptes rattachés	46 827,0	1 460,0	45 367,0	41 844,4
Impôts courants actifs	3 963,1		3 963,1	3 975,0
Autres créances d'exploitation courantes	11 440,7	895,9	10 544,8	10 849,7
Autres actifs financiers courants	778,3		778,3	2 230,8
Instruments dérivés actifs courants	94,2		94,2	95,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 650,7		15 650,7	21 551,5
TOTAL ACTIF COURANT	107 850,7	6 893,7	100 957,0	110 302,7
Actifs relevant d'activités arrêtées	1 836,8	1 559,4	277,4	815,7
TOTAL ACTIF	234 413,8	60 523,0	173 890,8	184 945,3

* Retraité

Bilan Passif

en Milliers d'Euros

RUBRIQUES	MONTANT 31/12/2007	MONTANT 31/12/2006*
CAPITAUX PROPRES		
Capital	27 168,7	27 150,1
Primes liées au capital	19 756,6	19 663,8
Réserves Consolidées - Part du Groupe	33 951,5	31 543,8
Résultat Consolidé - Part du Groupe	6 700,7	8 548,8
Capitaux Propres - Part du groupe	87 577,5	86 906,5
Intérêts Minoritaires	453,0	1 071,1
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	88 030,5	87 977,6
PASSIF NON COURANT		
Provisions pour risques et charges non courants	3 591,7	3 287,6
Emprunts et dettes Financières - Part à plus d'un an	18 586,4	24 165,8
Instruments dérivés passifs - non courants		
Impôts différés passifs	13 299,5	12 785,9
Autres Passifs non courants		
TOTAL PASSIF NON COURANT	35 477,6	40 239,3
PASSIF COURANT		
Emprunts et dettes Financières - Part à moins d'un an	11 094,1	15 327,4
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 625,6	20 456,8
Impôts courants passifs	3 200,3	5 326,9
Autres dettes d'exploitation courantes	16 441,6	15 425,1
Instruments dérivés passifs courants	13,1	0,0
TOTAL PASSIF COURANT	49 374,7	56 536,2
Passifs relevant d'activités arrêtées	1 008,0	192,2
TOTAL PASSIF	173 890,8	184 945,3

* Retraité

Compte de résultat

en Milliers d'Euros

RUBRIQUES	EXERCICE 2007	EXERCICE 2006*
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	168 313,3	161 220,3
Coût des Produits vendus	- 69 551,1	- 63 517,7
MARGE BRUTE	98 762,2	97 702,6
Frais Marketing et Commerciaux	- 62 162,6	- 56 994,9
Frais généraux et administratifs	- 19 607,6	- 20 618,4
FRAIS OPÉRATIONNELS	- 81 770,2	- 77 613,3
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	16 992,0	20 089,3
Autres Produits et Charges opérationnels	95,3	- 1 165,6
Dotation aux provisions des survaleurs	0,0	- 1 000,0
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	17 087,3	17 923,7
RÉSULTAT FINANCIER	- 2 551,3	- 2 376,9
Impôt sur les bénéfices	- 5 877,4	- 5 765,2
RÉSULTAT NET DES ACT. POURSUIVIES - SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	8 658,6	9 781,6
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	8 658,6	9 781,6
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	- 2 476,6	- 1 249,6
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	6 182,0	8 532,0
Intérêts Minoritaires	- 518,7	- 16,8
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	6 700,7	8 548,8
<i>Résultat Net par action - Part du Groupe (Cf Annexe § 4.35)</i>	<i>0,49</i>	<i>0,63</i>
<i>Résultat Net dilué par action - Part du groupe (Cf Annexe § 4.35)</i>	<i>0,47</i>	<i>0,60</i>
<i>Dividendes versés par action</i>	<i>0,40</i>	<i>0,40</i>

* Retraité

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en Millions d'Euros

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Capitaux Propres Total
Capitaux propres à la clôture au 31/12/2005*	27 150,0	19 662,9	36 032,5	0,0	-149,9	82 695,5	1 178,7	83 874,2
Résultat consolidé de l'exercice				8 548,7		8 548,7	- 16,8	8 531,9
Augmentation de Capital	0,2	0,9				1,1		1,1
Distribution de Dividendes			- 4 072,5			- 4 072,5	- 11,6	- 4 084,1
Variation des écarts de conversion					- 309,8	- 309,8	- 79,2	- 389,0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat			112,7			112,7		112,7
Augmentation de capital Ales Groupe USA						0,0		0,0
Autres Variations			- 69,2			- 69,2		- 69,2
Capitaux propres à la clôture au 31/12/2006*	27 150,2	19 663,8	32 003,5	8 548,7	- 459,7	86 906,5	1 071,1	87 977,6
Résultat consolidé de l'exercice				6 700,7		6 700,7	- 518,7	6 182,0
Affectation du résultat de l'exercice précédent aux réserves consolidées			8 548,7	- 8 548,7		0,0		0,0
Augmentation de Capital	18,5	92,6				111,1		111,1
Distribution de Dividendes			- 5 431,0			- 5 431,0	- 1,5	- 5 432,5
Variation des écarts de conversion					- 77,8	- 77,8	- 34,9	- 112,7
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat			- 95,3			- 95,3		- 95,3
Augmentation de capital Ales Groupe USA						0,0		0,0
Correction erreurs exercices antérieurs			- 184,2			- 184,2		- 184,2
Variation de périmètre			- 352,4			- 352,4	- 64,8	- 417,2
Autres Variations			- 0,2			- 0,2	1,9	1,7
Capitaux propres à la clôture au 31/12/2007	27 168,7	19 756,4	34 489,1	6 700,7	- 537,5	87 577,4	453,1	88 030,5

* Retraités

Tableau de flux consolidé

en Milliers d'Euros

	Exercice 2007	Exercice 2006
Résultat Net avant Impôt	11 472,6	14 099,6
Dotation aux Amortissements et provisions sur actifs immobilisés	3 251,1	3 346,2
Dotation aux amortissements des survaleurs		1 000,0
Dotation aux Provisions pour R et C	2 208,2	927,4
Reprise de Provisions pour R et C	- 1 029,6	- 464,3
Dotation aux Provisions sur Actifs CT	2 360,7	1 447,4
Reprise de Provisions sur Actifs CT	- 1 327,6	- 496,8
Charges et produits sans effet de trésorerie	5 462,8	5 759,9
Charges et produits de placement et de financement	2 119,5	1 823,1
Variation des Stocks	4 731,8	- 6 845,2
Variation du Crédit Client	- 3 899,3	- 3 191,8
Variation autres Actifs CT opérationnels	351,8	- 1 985,4
Variation du Crédit Fournisseur	- 1 828,3	1 578,3
Variation autres Passifs CT opérationnels	1 429,2	1 069,6
Variation des créances et dettes opérationnelles	785,2	- 9 374,5
Intérêts nets payés	- 2 086,5	- 1 801,4
Impôts sur le résultat payés	- 7 627,4	- 4 593,2
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	10 126,2	5 913,5
Acquisitions d'immobilisations Corporelles et Incorporelles	- 2 304,4	- 5 125,1
Acquisitions d'immobilisations Financières	- 549,9	- 689,2
Produits nets de cessions d'actifs disponibles à la vente	1 203,7	1 203,7
Produits nets de cessions d'Immobilisations	717,2	1 224,7
Dividendes reçus des entreprises associées		
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS	- 933,4	- 3 385,9
Dividendes versés	- 5 432,5	- 4 084,1
Augmentation de Capital Ales groupe USA	111,3	1,1
Augmentation des Emprunts	3 340,6	3 523,8
Remboursement des Emprunts	- 7 932,9	- 6 581,0
Augmentation des Emprunts à court terme		
Remboursement des Emprunts à court terme		
Augmentation de l'endettement au titre des crédits baux		
Remboursement de l'endettement au titre des crédits baux		- 664,1
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENTS	- 9 913,5	- 7 804,3
VARIATION DE TRESORERIE DE L'EXERCICE	- 720,7	- 5 276,7
TRESORERIE D'OUVERTURE	14 212,7	19 645,3
TRESORERIE DE CLOTURE	13 491,9	14 212,7
Incidence des variations des cours des devises	- 54,5	- 155,7

Tableau de variation de l'endettement financier net

en Milliers d'Euros

	Montants 31/12/2007	Variation	Montants 31/12/2006
Trésorerie brute	15 650,7		21 551,5
Soldes bancaires débiteurs et concours bancaires courants	- 2 158,8		- 7 338,8
Trésorerie nette	13 491,9	- 720,8	14 212,7
Endettement financier brut	- 27 534,8		- 32 165,7
ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 14 042,9	3 910,1	- 17 953,0

Annexes aux comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

SOMMAIRE

1 - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2007 ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

2 - INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE ET AUX MÉTHODES DE CONSOLIDATION

- 2.1 – Périmètre de consolidation
- 2.2 – Méthodes de consolidation
- 2.3 – Liste des sociétés consolidées
- 2.4 – Date de clôture

3 - PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

- 3.1 – Principes généraux d'évaluation des comptes
- 3.2 – Présentation des comptes
- 3.3 – Changements de méthodes
- 3.4 – Corrections antérieures

4 - NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

- 4.1 – Notes sur l'actif consolidé
 - 4.00 – Conversion des états financiers des sociétés étrangères
 - 4.01 – Ecart d'acquisition
 - 4.02 – Immobilisations incorporelles
 - 4.03 – Immobilisations corporelles
 - 4.04 – Actifs financiers disponibles à la vente
 - 4.05 – Autres actifs financiers non courants
 - 4.06 – Impôts différés actifs
 - 4.07 – Stocks
 - 4.08 – Créances courantes
 - 4.09 – Instruments dérivés actifs
 - 4.10 – Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - 4.11 – Actifs relevant d'activités arrêtées
 - 4.12 – Opérations en devises et risque de change
- 4.2 – Notes sur le passif consolidé
 - 4.21 – Provisions pour risques et charges
 - 4.22 – Dettes financières et risques sur endettement

- 4.23 – Engagements hors bilan
- 4.24 – Impôts différés passifs
- 4.25 – Passifs relevant d'activités arrêtées

4.3 – Notes sur le compte de résultat consolidé

- 4.31 – Analyse des frais opérationnels
- 4.32 – Autres produits et charges
- 4.33 – Résultat financier
- 4.34 – Impôts sur les bénéfices
- 4.35 – Résultat des activités arrêtées
- 4.36 – Résultat par action

4.4 – Notes sur le tableau de flux consolidé

- 4.41 – Analyse de la trésorerie nette
- 4.42 – Lignes de crédit disponibles
- 4.43 – Flux de trésorerie concernant la capacité de production
- 4.44 – Flux de trésorerie concernant les activités arrêtées

4.5 – Autres informations sur les états financiers

- 4.51 – Informations par secteurs géographiques
- 4.52 – Informations par activités
- 4.53 – Effectifs
- 4.54 – Transactions avec les parties liées
- 4.55 – Capital social

1 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE 2007 ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Événements de l'exercice 2007

Certaines activités n'ayant pas atteint les objectifs de rentabilité attendus, le Groupe a pris la décision d'arrêter ces activités. Il s'agit d'une part de la commercialisation de la marque Phytoderm et d'autre part de la vente en boutique détenue en propre des parfums de la marque Caron aux Etats-Unis. L'impact net d'impôt de l'arrêt de ces activités, y compris les coûts non récurrents liés à leur fermeture, est présenté sur des lignes spécifiques du bilan et du compte d'exploitation. Le Groupe a également évalué l'effet de ces opérations sur les comptes de l'exercice précédent.

En conséquence, les états financiers au 31 décembre 2007 présentent les comptes consolidés comparés aux comptes de l'exercice 2006 retraités de ces opérations.

L'effet détaillé de ces opérations sur les comptes de l'exercice précédent, ainsi que des corrections et changements de méthodes décrits aux paragraphes 3.3 et 3.4 ci-après, se présente comme suit :

BILAN ACTIF NET

en Milliers d'Euros

	Montants 31/12/2006	Correction Valorisation des stocks	Provision Retours	Arrêt Phyto-derm	Arrêt Boutique Caron NY	Montants 31/12/2006 Retraité
ACTIF NON COURANT						
Ecart d'acquisition	17 041,0					17 041,0
Immobilisations Incorporelles	29 128,3					29 128,3
Immobilisations Corporelles	25 719,3				- 359,5	25 359,8
Actifs Financiers disponibles à la vente	1,7					1,7
Autres Actifs Financiers non courants	1 075,0			- 36,9		1 038,1
Instruments dérivés actifs non courants	254,9					254,9
Impôts différés actifs	1 003,2					1 003,2
TOTAL ACTIF NON COURANT	74 223,4	0,0	0,0	- 36,9	- 359,5	73 827,0
ACTIF COURANT						
Stocks et en cours	31 619,9	- 1 811,1		- 53,2		29 755,6
Créances clients et comptes rattachés	41 979,6			- 135,2		41 844,4
Impôts courants actifs	3 975,0					3 975,0
Autres créances d'exploitation courantes	11 971,9	- 891,3		-230,9		10 849,7
Autres actifs financiers courants	2 230,8					2 230,8
Instruments dérivés actifs courants	95,6					95,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21 551,5					21 551,5
TOTAL ACTIF COURANT	113 424,3	-2 702,4	0,0	- 419,3	0,0	110 373,6
Activités arrêtées		0,0	0,0	456,2	359,5	815,7
TOTAL ACTIF	187 647,7	-2 702,4	0,0	0,0	0,0	184 945,3

BILAN PASSIF

en Milliers d'Euros

	Montants 31/12/2006	Correction Valorisation des stocks	Provision Retours	Arrêt Phyto-derm	Arrêt Boutique Caron NY	Montants 31/12/2006 Retraité
CAPITAUX PROPRES						
Capital	27 150,1					27 150,1
Primes liées au capital	19 663,8					19 663,8
Réserves Consolidées-Part du Groupe	33 526,0	- 1 462,2	- 520,0			31 543,8
Résultat Consolidé - Part du Groupe	8 860,9	-312,1				8 548,8
Capitaux Propres - Part du groupe	89 200,8	- 1 774,3	- 520,0	0,0	0,0	86 906,5
Intérêts Minoritaires	1 071,1					1 071,1
CAPITAUX PROPRES	90 271,9	- 1 774,3	- 520,0	0,0	0,0	87 977,6
PASSIF NON COURANT						
Provisions risques et charges	3 291,4			- 3,8		3 287,6
Emprunts et dettes Financières > 1 an	24 175,1			- 9,3		24 165,8
Inst. dérivés passifs-non courants						0,0
Impôts différés passifs	13 992,7	- 928,1	- 280,0	1,3		12 785,9
Autres Passifs non courants						0,0
TOTAL PASSIF NON COURANT	41 459,2	- 928,1	- 280,0	- 11,8	0,0	40 239,3
PASSIF COURANT						
Emprunts et dettes Financières < 1 an	15 329,4			- 2,0		15 327,4
Dettes fournisseurs	20 527,0			- 70,2		20 456,8
Impôts courants passifs	5 326,9					5 326,9
Autres dettes d'exploitation courantes	14 733,3		800,0	- 108,2		15 425,1
Instruments dérivés passifs courants						0,0
TOTAL PASSIF COURANT	55 916,6	0,0	800,0	- 180,4	0,0	56 536,2
Activités arrêtées				192,2		192,2
TOTAL PASSIF	187 647,7	- 2 702,4	0,0	0,0	0,0	184 945,3

COMPTE DE RÉSULTAT

en Milliers d'Euros

	Montants 31/12/2006 Origine	Correction Valorisation des stocks	Provision Retours	Arrêt Phytoderm	Arrêt Boutique Caron NY	Montants 31/12/2006 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	161 923,6			- 446,4	- 256,9	161 220,3
Coût des Produits vendus	- 63 325,8	- 475,2		144,2	139,1	- 63 517,7
MARGE BRUTE	98 597,8	- 475,2	0,0	- 302,2	- 117,8	97 702,6
Frais Marketing et Commerciaux	- 58 465,0			1 363,4	106,7	- 56 994,9
Frais généraux et administratifs	- 21 512,9			77,3	817,2	- 20 618,4
FRAIS OPERATIONNELS	- 79 977,9	0,0	0,0	1 440,7	923,9	- 77 613,3
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	18 619,9	- 475,2	0,0	1 138,5	806,1	20 089,3
Autres Produits et Charges opérationnels	- 1 143,4			- 22,2		- 1 165,6
Dotation aux provisions des survaleurs	- 1 000,0					- 1 000,0
RESULTAT OPERATIONNEL	16 476,5	- 475,2	0,0	1 116,3	806,1	17 923,7
RESULTAT FINANCIER	- 2 376,9					- 2 376,9
Impôt sur les bénéfices	- 5 255,5	163,1		- 390,7	- 282,1	- 5 765,2
RESULTAT NET DES ACT. POURSUIVIES	8 844,1	- 312,1	0,0	725,6	524,0	9 781,6
QP des sociétés mises en équivalence						0,0
RESULTAT NET DES ACT. POURSUIVIES	8 844,1	- 312,1	0,0	725,6	524,0	9 781,6
Résultat net des activités arrêtées				- 725,6	- 524,0	- 1 249,6
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	8 844,1	- 312,1	0,0	0,0	0,0	8 532,0
Intérêts Minoritaires	- 16,8					- 16,8
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	8 860,9	- 312,1	0,0	0,0	0,0	8 548,8

Après retraitement des activités abandonnées, Alés Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 168.3 millions d'euros sur l'exercice 2007, soit une progression de 4.4 % (+5.4% à taux constants).

Le redressement de l'activité en France se confirme avec une progression de 3,6 %. Cette performance s'inscrit dans un contexte de marché difficile, d'une part, le circuit pharmaceutique, principal circuit de distribution des marques du Groupe, a connu une année atone et, d'autre part, les mauvaises conditions météorologiques du 1^{er} semestre 2007 ont été défavorables à la vente de produits amincissants et solaires.

On note également le retour à la croissance de l'activité Parfum qui réalise un chiffre d'affaires de 10,5 millions d'euros, soit une progression de 14,2%.

Conformément à la stratégie du groupe, le développement à l'international reste soutenu (hausse de 5.0 %) malgré l'impact négatif de la baisse du dollar (perte d'un point de croissance). Les ventes aux distributeurs réalisent une progression de 8,7 % après une année 2006 déjà très dynamique, et les filiales dans l'ensemble constatent une augmentation de leur activité de 5,8 % à taux constant. Les filiales enregistrant les plus fortes croissances sont la Pologne (+50%) et l'Espagne (+30%), L'Italie, première filiale du groupe avec 37,6 millions d'euros représente plus de 22% du chiffre d'affaire consolidé.

- L'activité "soins cosmétiques" a réalisé un chiffre d'affaires de 90.1 millions d'euros, soit une progression de 6.3% en France et à l'international. Le lancement de la gamme LIERAC Exclusive Premium a contribué significativement à cette croissance.

- L'activité "capillaires" progresse légèrement enregistrant un chiffre d'affaires de 67.7 millions en progression de 0.7 % (+2.9% à taux constants).

- L'activité "parfums" réalise un chiffre d'affaires de 10,5 millions d'euros, en progression de 14,2 %. L'exercice 2007 a été marqué par le lancement du Parfum "Montaigne". Dans ce contexte favorable, les impairments tests sur la valeur de la marque CARON n'ont pas fait ressortir une dépréciation complémentaire de la valeur de la marque.

Les investissements concernent principalement l'aménagement des sites industriels de CASTELFRANC, diverses acquisitions de matériel industriel, ainsi que l'acquisition de la part détenue par l'actionnaire minoritaires de la filiale Ales groupe Italia pour 1,3 million d'euros.

En accord avec son distributeur, Le groupe a résilié le contrat de distribution des marques Phyto et Lierac sur le marché Portugais. Les indemnités de résiliation à verser à ce titre ont été enregistrées en Autres Produits et Charges pour un montant de 650 000 euros.

Événements Postérieurs à la clôture des comptes

Après analyse des diverses opportunités de distribution existant sur le marché Portugais, le Groupe a pris la décision de prendre directement en charge la distribution des marques Phyto et Lierac sur ce marché par la création d'une filiale. Elle sera pleinement opérationnelle à la fin du premier semestre 2008.

De même l'activité capillaire PHYTO aux Pays Bas a été reprise par la filiale BENELUX.

Enfin est intervenu la nomination de Mme Lorenza Battigello comme Directeur Général du Groupe, M. Patrick Alès conservant la Présidence du Conseil d'Administration et M. Romain Alès prenant la Présidence des Parfums Caron.

2 - INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE ET AUX MÉTHODES DE CONSOLIDATION

2.1 - Périmètre de consolidation

L'ensemble des sociétés placées sous le contrôle direct ou indirect du Groupe ALES GROUPE est inclus dans le périmètre de consolidation.

Le groupe a acquis en juillet 2007 la participation de 5 % détenue par l'actionnaire minoritaire de la filiale italienne pour 1,3 millions d'euros. Cette opération s'est traduite dans les comptes par une diminution des intérêts minoritaires pour 0,3 millions d'euros et par un écart d'acquisition de 1,0 millions d'euros affecté à la marque Lierac.

Afin de simplifier les structures du groupe, la société Ales groupe a acquis le 12 décembre 2007 l'intégralité des titres d'Ales groupe Canada détenus par Ales group Inc intégrée à 80 %. Cette transaction se traduit par une remontée du résultat de la filiale Canadienne désormais à 100 % dans les comptes consolidés. Cette transaction, validée par un expert indépendant, a été réalisée pour un montant de 3 Millions d' USD. La quote-part des intérêts minoritaires dans la plus-value générée par cette opération a été enregistrée dans les réserves détenues par les intérêts minoritaires pour un montant de 356,3 milliers d'euros. En conséquence de cette opération, le Groupe détient désormais 100% de cette filiale au lieu de 80% précédemment.

La participation dans la société Executive Development, qui gère des salons de coiffure en direct ou sous franchise est inférieure à 20 % et le Groupe n'exerce aucun contrôle opérationnel de cette société ; en conséquence, cette participation n'est pas consolidée.

2.2 - Méthodes de consolidation

Les sociétés détenues directement ou indirectement à 40 % ou plus, et dont le groupe a le contrôle, sont consolidées par intégration globale.

2.3 - Liste des sociétés consolidées

La liste des sociétés consolidées figure en annexe.

2.4 - Date de clôture

L'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôture ses comptes au 31 décembre.

3 - PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

3.1 - Principes généraux d'évaluation des comptes

a - Principes généraux

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés d'Ales Groupe, arrêtés au 31 décembre 2007, ont été établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne.

Les normes IFRS ont été appliquées avec effet rétrospectif au 1^{er} janvier 2004, y compris les normes IAS 32 et IAS 39, à l'exception d'une exemption prévue par la norme IFRS 1 sur la première application des normes IFRS : évaluation à la juste valeur au 1^{er} janvier 2004 de certains terrains et constructions, celles-ci constituant le coût historique par convention. L'impact définitif du passage au référentiel IFRS a fait l'objet d'une description détaillée dans l'annexe aux états financiers au 31 décembre 2005.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations applicables en 2007 n'ont pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe, notamment :

- La norme IFRS 7 "Instruments financiers : informations à fournir" et l'amendement à la norme IAS 1 "Présentation des états financiers – informations à fournir sur le capital" requièrent de fournir des informations relatives à l'importance des instruments financiers au regard de la situation et de la performance financière du Groupe, ainsi que des informations quantitatives et qualitatives sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels le Groupe est exposé.

- L'interprétation IFRIC 7 "Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon la norme IAS 29 : information financière dans les économies hyper inflationnistes" ne trouve pas à s'appliquer dans les états financiers du Groupe.

- L'interprétation IFRIC 8 "Champ d'application d'IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions" requiert d'appliquer la norme IFRS 2 à toutes les transactions dans le cadre desquelles des instruments de capitaux propres sont émis, alors que la contrepartie reçue se révèle être d'une valeur inférieure à la juste valeur dudit placement fondé sur des actions. Cette interprétation n'a pas eu d'effet sur les comptes du Groupe.

- L'interprétation IFRIC 9 "Réévaluation des dérivés incorporés" précise que l'analyse du contrat pour déterminer s'il existe un dérivé incorporé et s'il doit être comptabilisé selon la norme IAS 39 doit être effectuée lorsque l'entité devient pour la première fois partie prenante au contrat ou en cas de changement contractuel modifiant de manière significative les flux de trésorerie de ce contrat. Cette interprétation n'a pas trouvé à s'appliquer.

- L'interprétation IFRIC 10 "Informations financières et dépréciation" interdit la reprise d'une dépréciation comptabilisée à la date d'arrêté des comptes d'une période intermédiaire, au titre du goodwill, d'un investissement dans un instrument de capitaux propres ou d'un actif financier comptabilisé au coût. L'interprétation IFRIC 10 s'applique de manière prospective à partir de la date de première application des normes IAS 36 et IAS 39, en l'occurrence le 1^{er} janvier 2004. Cette interprétation n'a pas eu d'effet sur les comptes du Groupe.

- L'interprétation IFRIC 11 "IFRS 2 – Actions propres et transactions intra-groupe" précise la comptabilisation des accords dont le paiement est fondé sur des actions portant sur les instruments de capitaux propres de l'entité et des accords dont le paiement est fondé sur des actions portant sur les instruments de capitaux propres de la mère. Cette interprétation, existant au 30 juin 2007 et applicable par le Groupe à partir du 1^{er} janvier 2009 ne fait pas l'objet d'une application anticipée.

- IAS 19 (amendement) avantages du personnel : Cette révision introduit une alternative pour la comptabilisation des écarts actuariels et peut imposer des obligations supplémentaires pour la comptabilisation des régimes multi employeurs. Cet amendement est sans incidence sur le Groupe qui continue à comptabiliser les écarts actuariels par résultat et qui ne dispose pas de régime multi-employeurs.

En dépit de l'amendement d'IAS 39 sur les transactions intra-groupes qui rend désormais possible l'application de la comptabilité de couverture pour les opérations visant à couvrir des transactions intra-groupes hautement probables, le Groupe continue d'exclure de la comptabilité de couverture les couvertures de flux de trésorerie se rapportant à des flux intragroupes. Cette règle est notamment appliquée pour l'enregistrement des variations de valeur des instruments de couverture des prévisions de facturations intragroupes en devises.

Le groupe n'a pas anticipé les nouvelles normes et interprétations émises en 2006 et dont l'application obligatoire intervient à compter des exercices suivants. Une analyse est en cours notamment des impacts en terme de présentation des normes IFRS 7 (norme substituée à IAS 30 et 32) et IFRS 8 (information sectorielle).

Certains postes appellent les commentaires suivants, les méthodes comptables et principes d'évaluation appliqués étant décrits avec chaque note sur les postes du bilan et compte de résultat. Ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

b - Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés requiert de la part de la Direction du Groupe l'utilisation d'estimations et d'hypothèse susceptibles d'impacter les montants qui figurent dans ces états financiers et annexes. Ces estimations sont fondées sur le jugement et les informations disponibles à la date d'établissement des comptes. Les résultats définitifs des opérations pour lesquels la Direction a eu recours à des estimations pourront s'avérer différents des estimations

notamment sur la détermination des provisions pour risques et charges et les tests de dépréciation sur les actifs incorporels.

Les postes concernés s'élèvent au 31 décembre 2007 à 3,6 millions d'euros pour les provisions pour risques et charges (cf note 4.21) et à 46,6 millions d'euros pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles non amortissables (cf notes 4 .01 et 4.02).

c - Instruments financiers (IAS 32 et IAS 39)

• Classification des actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les titres de placement sont enregistrés en "Actifs financiers disponibles à la vente". Néanmoins, les parts d'OPCVM de trésorerie et des placements mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts sont compris dans la trésorerie. Les "Actifs Financiers disponibles à la vente" sont valorisés à leur juste valeur et les gains et pertes latents sont directement enregistrés en capitaux propres sur la ligne "juste valeur par situation nette". Si la perte latente est représentative d'une baisse durable, cette perte est comptabilisée en résultat. Les titres de participation correspondant à des titres non cotés sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable et en l'absence d'indice de dépréciation.

• Comptabilité de couverture

La comptabilité de couverture est applicable si :

- La relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place.
- L'efficacité de la relation de couverture est démontrée par des tests prospectifs et rétrospectifs.

Dés lors que le principe de la comptabilité de couverture est applicable, les instruments financiers sont enregistrés comme suit :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée au compte de résultat où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture dans la mesure de leur efficacité. Cette règle est notamment appliquée aux instruments financiers de couverture des créances clients en devises.
- pour les couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en capitaux propres, la variation de valeur de la part inefficace étant comptabilisée en produits et charges financiers. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts. Cette règle est notamment appliquée aux couvertures de taux sur emprunts.

Enfin, la variation de valeur des instruments financiers non éligibles à la comptabilité de couverture est enregistrée au compte de résultat.

d - Frais de recherche et développement (IAS 38)

La norme IAS 38 impose de comptabiliser les frais de développement et les brevets créés en interne à l'actif au cas où la société concernée remplirait six conditions cumulatives énoncées par la norme.

Le Groupe ne remplit pas cumulativement ces conditions et enregistre directement en charge ses frais de recherche et développement.

3.2 - présentation des comptes

Présentation du bilan

L'application de la norme IAS 1 "Présentation des états Financiers" rend obligatoire la présentation du bilan selon un classement entre éléments courants et non courants.

Les actifs et passifs relatifs au cycle d'exploitation ainsi que les éléments dont l'échéance est inférieure à 12 mois sont présentés dans les éléments courants.

Présentation du Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé est présenté par fonction. Cette présentation est celle couramment adoptée dans le secteur de la cosmétique et facilite l'élaboration de l'information sectorielle requise par IAS 14.

Les principaux agrégats du compte de résultat sont les suivants :

Chiffre d'affaires net (ou produit des activités ordinaires)

Il correspond aux ventes de produits et de prestations déduction faite des ristournes et remises y compris les remises de fin d'année, et après prise en compte de la variation des provisions pour retours.

Coût des produits vendus

Il correspond à la somme des achats, frais sur achats, frais de production, de recherche et développement, de logistique, ainsi que les redevances dues à des tiers, au titre des prestations et produits livrés aux clients. Les échantillons et articles promotionnels livrés aux clients sont considérés par le groupe comme un complément du prix de revient et inclus à ce titre dans le coût des produits vendus.

Frais marketing et commerciaux

Ce poste inclut l'ensemble des frais marketing et de formation alloués au développement des marques, les frais des forces de vente et des services commerciaux support.

Frais généraux et administratifs

Ce poste inclut les frais d'administration générale de services généraux et de siège, les frais informatiques autres que ceux dédiés à la production et à la logistique, et les frais immobiliers autres que ceux dédiés à la production et à la logistique.

Autres produits et charges

Ils incluent les plus ou moins values de cession, les dépréciations des actifs incorporels et écarts d'acquisition ainsi que les revenus et charges non récurrents relevant de l'exploitation.

Résultat Financier

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier net, les autres produits et charges financiers et le résultat de change.

- *Le coût de l'endettement financier net* inclut, d'une part les charges d'intérêt sur emprunt et opérations de couverture ainsi que la variation de valeur des instruments de couverture afférant à ces emprunts portée en résultat, et d'autre part les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie.

- *Les autres produits et charges financiers* incluent les dividendes reçus et plus et moins values de cession de titres non consolidés, les produits sur prêts, les commissions bancaires, les autres frais et produits financiers divers.

- *Le résultat de change* inclut l'ensemble des profits et pertes de change y compris les variations de juste valeur des instruments de couverture de change portées en résultat.

Résultat des activités abandonnées

Cette rubrique comprend les plus et moins values de cession et les résultats de la période des activités abandonnées.

Conformément à la norme IFRS 5, une activité abandonnée serait classée dans cette rubrique dès lors qu'elle constituerait une ligne d'activité ou une zone géographique distincte pour le Groupe.

Présentation du tableau de flux

Le choix de la présentation du tableau de flux est la méthode indirecte qui part du résultat net avant impôt.

Les intérêts sont classés en flux de trésorerie opérationnelle comme le permet la norme IAS 7.

Présentation de l'information sectorielle

La norme IAS 14 requiert la communication d'une information sectorielle selon deux niveaux de présentation, niveau primaire et secondaire.

Le choix du secteur primaire étant étroitement lié à la pertinence de l'information par rapport à l'activité du Groupe, à son organisation interne et au reporting destiné à la Direction et au Conseil d'Administration, le Groupe fournit l'information sectorielle de la façon suivante :

- 1^{er} niveau : secteurs géographiques
- 2^{ème} niveau : secteur d'activité

3.3 - Changements de méthodes

Le Groupe a constaté la récurrence de retours de produits pour cause de casse, de péremption ou de changement de gamme, relatifs à des ventes réalisées au cours des exercices antérieurs. Afin de prendre en compte l'impact financier de cette pratique, le Groupe a mis en place une procédure d'évaluation des avoirs à émettre au titre des retours et a évalué l'impact de cette nouvelle procédure sur les comptes de l'exercice précédent. Elle se traduit par une diminution des capitaux propres consolidés de 0,5 millions d'euros à l'ouverture de l'exercice 2006 et demeure sans impact significatif sur le résultat net 2006 compte tenu de la récurrence de ces opérations et de la stabilité du taux de retours constatés.

3.4 - Corrections antérieures

Au dernier trimestre 2006, le groupe a démarré un projet d'implantation d'un nouveau système intégré de reporting des comptes sociaux et consolidés. La mise en œuvre de ce nouveau système au premier trimestre 2007 a permis

d'identifier une discordance des taux de marge sur stocks utilisés antérieurement dans le système de consolidation et ceux issus des reportings sociaux des différentes entités du groupe.

Après vérification des données disponibles, le groupe a corrigé cette erreur et retraité rétrospectivement les comptes des exercices antérieurs. Cette correction se traduit par une diminution des capitaux propres consolidés de 1,5 millions d'euros au 31 décembre 2005 et de 0,3 millions d'euros sur le résultat net de l'exercice 2006, soit un total de 1,8 millions d'euros sur les capitaux propres part du groupe au 31 décembre 2006,

Les états financiers au 31 décembre 2007 présentent les comptes consolidés comparés aux comptes retraités de l'exercice 2006.

4 - NOTES SUR LES POSTES DU BILAN

4.1 - Notes sur l'actif consolidé

4.00 - Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les bilans des sociétés étrangères ont été convertis en euros, selon la méthode du taux de clôture. Les comptes de résultat des mêmes sociétés sont convertis aux taux moyens de l'exercice. Les écarts de conversion sont inscrits sur une ligne spécifique dans les capitaux propres.

Les cours retenus sont les suivants :

Devises	Taux de clôture 31.12.07	Taux moyen de l'exercice	Taux d'ouverture 01.01.07
USD	1,4721	1,3706	1,3170
GBP	0,7334	0,6845	0,6715
CAD	1,4449	1,4689	1,5281
PLN	3,5935	3,7831	3,8941
CHF	1,6547	1,6427	1,6069

Analyse de la variation de l'écart de conversion

En Milliers d'Euros	31/12/07	31/12/06	Variation
Ales Group Inc	- 850	-700	- 150
Ales Groupe UK	- 7	22	- 29
Ales Groupe Canada	203	125	78
Ales Groupe Polska	42	11	31
Ales Groupe Suisse	- 6	1	- 7
Autres filiales	80	80	-
Total part du Groupe	- 537	- 460	- 77
ALÈS GROUP INC	- 214	- 176	- 38
ALÈS GROUPE CANADA	35	32	3
Total part des minoritaires	- 179	- 144	- 35

4.01 - Ecart d'acquisition

Détermination des écarts

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût des titres des sociétés consolidées sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Conformément à IAS 36, les écarts d'acquisition ainsi que les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation ("impairments tests") au moins

une fois par an à la clôture de l'exercice compte tenu du caractère significatif du dernier trimestre dans la saisonnalité de l'activité. Néanmoins, si des indices significatifs de perte de valeur apparaissent en cours d'exercice, le Groupe procéderait à une dépréciation de l'actif concerné dès l'arrêt des comptes semestriels.

Toute dépréciation constatée sur un écart d'acquisition est irréversible.

Détermination des indices de pertes de valeur

Les indices de perte de valeur utilisés dans le groupe dépendent de la nature des actifs :

- Pour les actifs incorporels et notamment les marques : évolution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant générés par l'actif en retrait significatif par rapport au budget et au plan opérationnel prévu en début d'exercice.
- Pour les actifs immobiliers non industriels : évolution négative du marché d'actifs comparables pouvant conduire à une valeur de réalisation inférieure à la valeur nette comptable.
- Pour les actifs industriels et autres actifs corporels : arrêt d'exploitation de l'actif.

Détermination des U.G.T.

Les "impairments tests" s'appuient sur des regroupements d'unités génératrices de trésorerie appréciées au niveau des marques. Ils consistent à comparer la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, celle-ci étant la plus élevée du prix de vente net et de la valeur d'utilité (valeur actualisée des flux de trésorerie futurs), dans la mesure où ces deux valeurs peuvent être approchées.

Pour chaque unité génératrice de trésorerie, le flux de trésorerie correspond à la somme du résultat opérationnel avant impôt, des dotations nettes aux amortissements et aux provisions, des investissements nets et de la variation du besoin en fonds de roulement avant impôts. Les flux de trésorerie sont actualisés sur une période de 10 ans.

Le taux d'actualisation est un taux avant impôt qui correspond au taux de l'OAT 10 ans à la date du calcul majoré d'une prime de risque (soit 4,45 % majoré de 5% au 31 décembre 2007).

Les taux de croissance utilisés pour les projections de flux de trésorerie reflètent la disparité des progressions attendues par zones géographiques et par activité.

Le taux de croissance utilisé pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de 5 ans est un taux constant de 2 %.

Le Groupe recourt ponctuellement à des expertises externes afin de conforter ses propres évaluations.

Variation des écarts d'acquisitions

En Milliers d'Euros	31/12/06	Augmentation	Diminution	31/12/07
Ecarts d'acquisitions attachés aux marques				
Brut	18 017			18 017
Impairment	4 576			4 576
Net	13 441			13 441
Ecarts d'acquisition autres	3 599			3 599
Total Net	17 040			17 040

Lors de la mise en application des normes IFRS, et pour l'établissement de son bilan d'ouverture, le Groupe avait opté pour l'application rétrospective de ses regroupements d'entreprise antérieurs au 1^{er} janvier 2004.

En application d'IAS 12, les impôts différés passifs antérieurement non comptabilisés en principes français au titre des différences temporaires relatives à des marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise et non cessibles séparément de l'entreprise acquise, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture IFRS au 01-01-04. Dans le cadre de l'application rétrospective de IFRS 3, l'impact de cet ajustement d'impôts différés passifs a été inscrit en écart d'acquisition pour un montant de 18 018 milliers d'euros.

L'impôt différé relatif à la marque CARON pour 4 577 milliers d'euros a été totalement déprécié.

Ainsi, le poste comprend essentiellement les impôts différés attachés aux marques pour un montant net de 13 441 milliers d'euros.

Les autres écarts d'acquisition proviennent d'écarts antérieurement constatés sur la société Ducastel (1 495 milliers d'euros), sur la filiale Ales groupe GmbH (1 037 milliers d'euros), et au reclassement en écart d'acquisition de l'écart de première consolidation sur Ducastel antérieurement affecté au fonds de commerce (1 067 milliers d'euros).

4.02 - Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles non amortissables

Elles sont essentiellement constituées par les valeurs affectées aux marques détenues par le Groupe ainsi qu'aux droits aux baux. Conformément à IAS 36, les immobilisations incorporelles font l'objet d'une dépréciation dès lors que les "impairments tests" font apparaître une perte de valeur (Cf 4.01).

Pour les marques PHYTO et LIERAC, le groupe a déterminé la valeur recouvrable à partir de la valeur d'utilité basée sur valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des U.G.T.

Pour la marque CARON, le groupe a reconduit la méthode d'évaluation fondée sur les redevances implicites appliquées lors des exercices précédents, par un expert indépendant. Les redevances implicites sont calculées à partir d'un taux de redevance de 6 % communément utilisé dans le secteur Luxe-Parfums et actualisées à 8 % sur 10 ans.

AU 31/12/2007 les impairments tests ne font pas apparaître de perte de valeur sur les immobilisations incorporelles

Les droits aux baux des boutiques situées avenue Montaigne et rue du Faubourg Saint Honoré sont inscrits en immobilisations incorporelles conformément à la norme IAS 38. Le Groupe ne les amortit pas compte tenu de l'existence d'un réel marché actif.

Immobilisations incorporelles amortissables

Les immobilisations incorporelles amortissables sont constituées essentiellement de :

- Logiciels amortis sur une durée de 1 à 5 ans
- Frais de dépôts sur marques acquises amortis sur la durée du dépôt

Les frais de recherche et développement sont intégralement passés en charges ainsi que les frais relatifs à la propriété industrielle développée en interne par le groupe .

Les immobilisations incorporelles s'analysent comme suit (montants en milliers d'Euros) :

Variation des Immobilisations Incorporelles

	31/12/06	Augmentation	Diminution	31/12/07
Marques				
Brut	41 189	998		42 187
Impairment	- 13 491			- 13 491
Net	27 698	998		28 696
Droits au Bail	875			875
Brut	42 064	998		43 062
Impairment	- 13 491			- 13 491
Net	28 573	998		29 571
Logiciels et autres immobilisations				
Brut	2 699	430	- 100	3 029
Amortissements	- 2 144	- 282	63	- 2 363
Net	555	148	- 37	666
Total Immobilisations Incorporelles				
Brut	44 762	1 428	- 100	46 090
Impairment/Amortissement	- 15 634	- 282	63	- 15 853
Total Net	29 128	1 146	- 37	30 237

L'augmentation des marques immobilisées correspond à l'affectation à la marque Lierac de la survalue constatée lors de l'acquisition de la participation minoritaire dans la filiale italienne.

4.03 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles.

Lors de la première application des normes IFRS, le Groupe a opté pour la réévaluation de certaines immobilisations comme décrit au paragraphe 3-1 a, les justes valeurs devenant ainsi le coût historique par convention. Les autres immobilisations ont été conservées à leur coût d'entrée historique.

Le groupe applique la méthode de comptabilisation des immobilisations par composants.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations et sont calculés en fonction des durées d'utilisation estimées des biens, ces dernières pouvant être adaptées en fonction du degré d'utilisation des biens.

Aucune valeur résiduelle n'a été retenue en l'absence d'élément permettant de les déterminer de façon fiable.

Les durées d'amortissement en mode linéaire retenues par le groupe sont les suivantes :

Types d'immobilisations Corporelles	Durées
Immeubles à usage de bureau	50 ans
Constructions et aménagements :	
- Gros Œuvre	30 ans
- Clos/Couverts	30 ans
- Lots techniques	20 ans
- Second Œuvre	10 ans
Installations techniques	10 ans
Matériels techniques	5 à 10 ans
Autres Immobilisations Corporelles	5 à 10 ans

Location financement

Les biens utilisés par le groupe dans le cadre d'un contrat de location financement sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles incorporent les montants financés à l'origine par le bailleur en contrepartie d'un emprunt inscrit au passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit (montants en milliers d'Euros) :

Variation des Immobilisations Corporelles

	31/12/06 retraité	Augmentation	Diminution	31/12/07
VALEURS BRUTES				
Terrains	2 052	23		2 075
Terrains en Crédit-bail	1 279			1 279
Constructions	20 043	181	- 263	19 961
Constructions en Crédit-bail	10 380			10 380
Installations techniques matériel/outillage	12 918	487	- 583	12 822
Autres immobilisations corporelles	7 974	295	- 252	8 017
En Cours, avances et acomptes	208	- 113		95
TOTAL	54 854	873	- 1 098	54 629
AMORTISSEMENTS				
Terrains	15	30		45
Terrains en Crédit-bail				
Constructions	9 337	998	- 39	10 296
Constructions en Crédit-bail	3 501	397		3 898
Installations techniques matériel/outillage	11 099	684	- 586	11 197
Autres immobilisations corporelles	5 542	606	- 217	5 931
En Cours, avances et acomptes				
TOTAL	29 494	2 715	- 842	31 367
VALEURS NETTES				
Terrains	2 037	- 7		2 030
Terrains en Crédit-bail	1 279			1 279
Constructions	10 706	- 817	- 224	9 665
Constructions en Crédit-bail	6 879	- 397		6 482
Installations techniques matériel/outillage	1 819	- 197	3	1 625
Autres immobilisations corporelles	2 432	- 311	- 35	2 086
En Cours, avances et acomptes	208	- 113		95
TOTAL	25 360	- 1 842	- 256	23 262

Les principaux investissements concernent l'aménagement du site industriel de CASTELFRANC, de nouveaux locaux de formation et de commercialisation aux USA ainsi que diverses acquisitions de matériel industriel.

4.04 - Actifs financiers disponibles à la vente

Ils sont essentiellement constitués par la participation dans la société Executive Development soit 117 milliers d'euros laquelle a été intégralement dépréciée compte tenu de la valeur probable de réalisation de cet actif.

4.05 - Autres Actifs financiers non courants

Ils comprennent divers prêts et dépôts et cautionnements versés ainsi que les avances en compte courant à la société Executive Development pour 156 milliers d'euros lesquelles sont intégralement provisionnées.

4.06 - Impôts Différés Actifs

Ils proviennent des impôts différés constatés au titre des filiales étrangères dès lors que celles-ci présentent une rentabilité durablement positive. Ils se répartissent comme suit (montants en milliers d'euros) :

	31/12/07	31/12/06	Variation
ALÈS GROUPE USA	694	776	- 82
ALÈS GROUPE ITALIE	422	227	195
TOTAL	1 116	1 003	113

Le Groupe estime que les perspectives de développement et de rentabilité du marché Américain permettent de constater un impôt différé au titre de la filiale Ales Group Inc.

Le groupe dispose de 2 610 K€ déficits reportables

Les échéances de ces déficits se situent au delà de 2012 dont 1124 K€ sont illimités.

4.07 - Stocks

Les stocks sont valorisés selon la méthode du Prix Moyen Pondéré

Les stocks font l'objet d'une provision pour dépréciation dès lors que la valeur probable de réalisation devient inférieure au prix de revient. Il s'agit essentiellement de produits dont la péremption devient probable ou de produits dont la commercialisation est arrêtée ou décidée.

Les stocks s'analysent comme suit : en Milliers d'Euros

	Valeur brute		Valeur nette		Valeur nette retraitée	Variation
	31/12/07	Dépréciation 31/12/07	31/12/07	31/12/06	31/12/06	
Matières premières et composants	13 475	- 2 643	10 832	12 871	12 871	- 2 039
En cours	654	- 96	558	690	690	- 132
Produits finis	14 968	- 1 799	13 169	16 195	16 195	- 3 026
Total	29 097	- 4 538	24 559	29 756	29 756	- 5 197

Au 31 12 2007, les dotations aux dépréciations des stocks s'élèvent à 1 396 milliers d'euros et les reprises à 1 020 milliers d'euros.

4.08 - Créances courantes

Les créances courantes s'analysent comme suit :

en Milliers d'Euros

	Valeur brute 31/12/07	Dépréciation 31/12/07	Valeur nette 31/12/07	Valeur nette retraitée 31/12/06	Variation
Créances Clients	46 827	- 1 460	45 367	41 844	3 523
Impôts courants actifs (1)	3 963		3 963	3 975	- 12
Autres créances courantes (2)	3 656		3 656	3 183	473
Charges constatées d'avance (3)	7 785	- 896	6 889	7 667	- 778
Autres Actifs Financiers Courants (4)	778		778	2 231	- 1 453
Total	63 009	- 2 356	60 653	58 900	1 753

(1) Ce poste est composé essentiellement des acomptes d'impôt versés par la holding pour 3 839 milliers d'euros.

(2) Les autres créances courantes incluent les créances sur l'Etat au titre de la TVA pour 3 025 milliers d'euros

(3) Les charges constatées d'avance comprennent pour 6 625 milliers d'euros les échantillons et articles promotionnels achetés et non encore consommés. Par prudence, le Groupe constate une dépréciation si l'utilisation de ces articles devient improbable.

(4) Les autres actifs financiers courants correspondent à des créances clients encaissées mais non encore disponibles sur le marché allemand. Le solde de la créance Hanbul qui figurait dans les comptes au 31/12/06 pour 1 203 milliers d'euros a été totalement encaissé.

4.09 - Instruments dérivés actifs

Les instruments dérivés actifs non courants soit 124 milliers d'euros correspondent à la valorisation au 31 décembre 2007 des instruments de couverture de taux mis en place par le Groupe.

Les instruments dérivés actifs courant soient 94 milliers d'euros correspondent aux instruments de couverture de change non éligible à la comptabilité de couverture.

4.10 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste regroupe les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et les placements mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

Les plus values latentes sur les parts d'OPCVM au 31 décembre 2007 ne sont pas significatives.

Les découverts bancaires sont inclus dans le poste Emprunts et dettes financières - part à moins d'un an.

4.11 - Actifs relevant d'activités arrêtées

Les actifs relevant des activités arrêtées se présentent comme suit :

en Milliers d'Euros

	Montants bruts 31/12/07	Amts et provisions 31/12/07	Montants nets 31/12/07	Montants nets 31/12/06
ACTIF NON COURANT				
Immobilisations Incorporelles				
Phyto-derm	296,0	296,0	0,0	0,0
Immobilisations Corporelles				
Phyto-derm	24,7	24,7	0,0	0,0
Immobilisations Corporelles				
Boutique Caron NY	966,9	966,9	0,0	359,5
Autres Actifs Financiers non courants				
Phyto-derm	36,9		36,9	36,9
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 324,5	1 287,6	36,9	396,4
ACTIF COURANT				
Stocks et en cours				
Phyto-derm	198,8	178,9	19,9	53,2
Créances clients et comptes rattachés				
Phyto-derm	111,3	6,6	104,7	135,2
Autres créances d'exploitation courantes				
Phyto-derm	202,2	86,3	115,9	230,9
TOTAL ACTIF COURANT	512,3	271,8	240,5	419,3
TOTAL ACTIFS ACTIVITES ARRETEES	1 836,8	1 559,4	277,4	815,7

4.12 - Opérations en devises et risque de change

Le groupe facture ses filiales étrangères hors zone euro dans leur devise. Ces facturations sont couvertes systématiquement par des ventes à terme.

De plus, les budgets de vente à ces filiales sont couverts par des achats de puts dès lors qu'ils représentent un risque jugé significatif. Au 31 décembre 2007, le budget de ventes du 1^{er} semestre 2008 est couvert à hauteur de 3 000 000 USD pour un cours moyen de 1,4727 et le budget de ventes du 2^{ème} semestre 2008 à hauteur de 750 000 USD pour un cours moyen de 1,4935. Au 31 décembre, la plus value latente sur ce portefeuille d'options est de 6 milliers d'euros.

Les instruments de couverture de change sont valorisés et présentés conformément aux normes IAS 32/39. L'application de ces règles au groupe est décrite au § 3.1 a.

Les instruments de couverture sur les prévisions de facturation en devises portant sur des flux inter compagnies, la variation de leur valorisation a été intégralement portée en résultat.

Position de change au 31 décembre 2007	Montants en milliers de devises			
	USD	CAD	PLN	GBP
Actifs en devises	5 762	1 097	1 018	321
Passifs en devises				
Position Nette avant gestion	5 762	1 097	1 018	321
Position de couverture	- 5 584	- 1 134	- 995	- 288
Position Nette après gestion	178	- 37	23	33

Les expositions nettes ne sont pas significatives

Comme précédemment indiqué, le risque principal concerne l'USD. La facturation à la filiale ALES GROUPE INC est estimée à 7000 milliers d'USD par an. Le cours moyen constaté en 2007 est de 1,3706.

Sur la base des couvertures existantes au 31 décembre 2007, une variation de plus ou moins 10 % de l'USD par rapport à ce cours moyen aurait les effets suivants sur la marge consolidée :

Montants en milliers d'euros	
Cours moyen USD 2008	Effet sur la marge
1,50766	- 843
1,23354	+ 959

Les filiales étrangères facturent la totalité de leurs clients en devise locale.

Les chiffres d'affaires réalisés localement au 31/12/2007 sont les suivants :

	Montants en milliers de devises	
	Montants	Devise
USA	23 236	USD
Allemagne	8 461	Euro
Italie	37 354	Euro
Belgique	2 768	Euro
Angleterre	1 334	GBP
Canada	3 424	CAD
Espagne	1 502	Euro
Pologne	6 518	PLN

4.2 - Notes sur le passif consolidé

4.2.1 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges

s'analysent comme suit :

	en Milliers d'Euros		
	31/12/06 retraité	31/12/07	Variation
Provisions pour litiges et charges diverses (1)	1 450	1 591	141
Provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail (2)	1 838	2 001	163
TOTAL	3 288	3 592	304

(1) Ces provisions concernent divers litiges sans incidence majeure dont des résiliations de contrats avec des agents et des représentants sur le marché Italien pour 798 milliers d'euros et des litiges prud'homaux pour 41 milliers d'euros.

(2) Provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail.

Il existe dans le Groupe des régimes de retraite créant des engagements différés en France et en Italie

Le montant des indemnités de fin de carrière incluant les médailles du travail a été évalué au 31/12/07 à 1 820 milliers d'Euros pour les sociétés françaises et 181 milliers d'euros pour la filiale Italienne contre 1 838 milliers d'Euros au 31/12/06.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses salariés en matière de retraite et de médailles du travail.

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant la période de travail des salariés font l'objet d'une provision évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise et est actualisée.

Compte tenu des dispositions de la convention collective, le calcul des engagements pour indemnités de retraite prend en compte, pour chaque employé, les éléments suivants :

- le salaire
- l'ancienneté
- des catégories d'âge conformes aux normes du secteur d'activité
- une probabilité de départ à l'âge de 65 ans
- un taux de rotation par catégorie d'âge
- un taux annuel moyen d'évolution des salaires
- un taux d'actualisation

Pour la clôture des comptes au 31 décembre 2006, les paramètres suivants ont été utilisés :

- Taux d'actualisation 3,50 %.
- Taux moyen annuel d'augmentation des salaires 1,50 %.
- Les tables de mortalité et de turn over sont celles de l'INSEE et de l'INED.

Aucun engagement, et notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants, des organes d'administration, de direction ou de surveillance.

4.22 - Dettes financières et risques sur endettement

Le montant des Dettes Financières ventilé par échéance s'analyse comme suit

en Milliers d'Euros

	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total à plus d'1 an 31.12.07	Total 31.12.07	Total 31.12.06 retraité
Emprunts Bancaires à Moyen Terme	7 710	13 036	201	13 237	20 947	25 168
Crédit baux	719	2 451		2 451	3 170	3 856
Emprunts Bancaires à Court Terme						3 019
Banques créditrices et Intérêts courus	2 159				2 159	4 320
Participation et autres emprunts	506	2 898		2 898	3 404	3 131
TOTAL	11 094	18 385	201	18 586	29 680	39 494

Dettes Financières assorties de Covenants

Un certain nombre de lignes de crédit bancaires sont assorties de covenants

(montants en Milliers d'Euros)

Montant à l'origine	Capital restant dû	Échéance Finale	Descriptif des covenants
2 000,0	839,8	01/10/09	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <= 1
30 000,0	11 000,0	31/12/10	Dettes Financière Nette Consolidée/ Capacité d'autofinancement Consolidée < 5,5 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés < 0,9
4 000,0	850,6	01/10/08	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 2,6 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés < 1,2
5 000,0	2 250,0	10/03/10	Endettement à moyen et long terme/Capacité d'autofinancement < 5 Dettes à moyen et long terme/Fonds propres < 1
3 000,0	2 100,0	01/04/11	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé <= 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <= 1
3 000,0	2 729,0	02/04/12	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés < 1

Dettes couvertes par des sûretés

en Milliers d'Euros

Privilège de prêteur de deniers 1 ^{er} rang	447
Caution	609
Total	1 056

Couverture du risque de taux

A l'exception d'un emprunt à taux fixe, dont le capital restant dû est de 447 milliers d'euros, les intérêts de la totalité des crédits bancaires et des crédits baux sont indexés sur une référence variable Euribor.

Les échéances de la ligne de crédit ayant pour objet le refinancement de l'emprunt obligataire (14 500 milliers d'euros au 31 décembre 2006) sont couvertes jusqu'au 30 juin 2008 par un tunnel défini comme suit :

- Si euribor 3 mois < 2,20 le Groupe paye 2,20 + 12 bp
- Si 2,20 < euribor 3 mois < 2,75 le Groupe paye euribor 3 mois + 12 bp
- Si euribor 3 mois > 2,75 le Groupe paye 2,75 + 12 bp

Par ailleurs, la société a mis en place au 10/09/05 une couverture jusqu'au 10/09/08 de l'emprunt de 5 000 milliers d'euros souscrit le 10/03/05.

Cette couverture est un tunnel défini comme suit :

- Si euribor 3 mois < 2,15 le Groupe paye 2,150 + 8 bp
- Si 2,15 < euribor 3 mois < 2,75 le Groupe paye euribor 3 mois + 8 bp
- Si euribor 3 mois > 2,75 le Groupe paye 2,75 + 8 bp.

Les autres lignes de crédit ne font pas l'objet d'opérations de couverture de taux.

Les instruments de couverture de taux sont valorisés et présentés conformément aux normes IAS 32/39.

Au 31 décembre 2007, la valorisation des instruments de couverture de taux est inscrite à l'actif sur la ligne **Instruments dérivés actifs – non courant** pour 124,1 milliers d'euros.

Au 31/12/2007 sur la base de l'endettement net et des couvertures existantes, une variation de l'euribor 3 mois aurait les effets suivants sur le résultat financier :

en Milliers d'Euros

Evolution euribor 3 mois	Résultat financier
+ 100 bp	- 32
- 100 bp	+ 32

4.23 - Engagements hors bilan

La société Ales groupe SA s'est portée caution en faveur de certaines filiales en garantie du remboursement de lignes de crédit court terme pour les montants suivants :

- 600 000 euros en faveur des Laboratoires Ducastel
- 2 000 000 USD en faveur de ALES GROUP USA Inc

Ces lignes ne sont pas utilisées au 31 décembre 2007
627 770 titres Ales groupe sont nantis au profit de la banque Natixis en garantie d'un prêt bancaire moyen terme dont le montant restant dû au 31 décembre 2007 est de 11,0 millions d'euros.

Au titre divers contrats, le groupe est engagé vis-à-vis de tiers sur des durées variables. Les principaux engagements s'établissent comme suit (montants en milliers d'euros) :

en Milliers d'Euros

	A moins de 1 an	Entre 1 et 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Locations Immobilières	1 922	4 131	1 139	7 192
Locations de matériels	986	992		1 978
Autres engagements	227			227
Total Engagements bruts	3 134	5 123	1 139	9 397
Engagements reçus sur Locations immobilières	201	218		418
Total engagements nets	2 934	4 906	1 139	8 979

4.24 - Impôts différés passifs

Les impôts différés passifs au 31/12/2007 comprennent les impôts différés constatés sur la valeur nette des survaleurs affectées aux marques pour 13 972 milliers d'euros.

Le solde soit - 672 milliers d'euros correspond à la position nette d'impôts différés constatée sur l'ensemble des sociétés françaises intégrées fiscalement.

4.25 - Passifs relevant d'activités arrêtées

Les passifs relevant des activités arrêtées se présentent comme suit :

Montants en milliers d'euros

	Montants 31/12/07	Montants 31/12/06
PASSIF NON COURANT		
Provisions R et C non courantes		
Phytoderm	167,0	3,8
Emprunts et dettes Financières		
> 1 an - Phytoderm	15,7	9,3
Impôts différés passifs - Phytoderm	- 54,1	- 1,3
TOTAL	128,6	11,8
PASSIF COURANT		
Emprunts et dettes Financières		
< 1 an - Phytoderm		2,0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Phytoderm	22,6	70,2
Autres dettes d'exploitation courantes		
Phytoderm	88,1	108,2
Provisions R et C courantes		
Boutique Caron NY (1)	768,7	
TOTAL PASSIF COURANT	879,4	180,4
TOTAL PASSIF ACTIVITES ARRETEES	1 008,0	192,2

(1) provision au titre des loyers restant à courir jusqu'au 28/02/09 date de la fin du bail

4.3 - Notes sur le compte de résultat consolidé

4.31 - Analyse des frais opérationnels

Les frais opérationnels incluent notamment les frais par nature suivants :

en Milliers d'Euros

	31/12/07	31/12/06 retraité	Variation
Frais de personnel (1)	45 399	44 047	1 352
Participation	768	771	- 3
Dotation aux amortissements des immobilisations (2)	3 251	3 053	198
Dotation nette aux provisions sur actif circulant	761	947	- 186

(1) L'augmentation des frais de personnel est principalement due au développement des forces de vente sur les différents marchés

4.32 - Autres Produits et Charges

en Milliers d'Euros

	31/12/07	31/12/06 retraité
Moins-value sur immobilisations (1)		- 476
Dot. et reprise de provisions sur litiges prud'homaux	487	- 185
Dot. et reprise de provisions pour IFC	- 231	- 354
Indemnité de résiliation distributeur Portugal	- 650	
Dot. et reprise de provisions pour litiges distributeurs	- 115	200
Reprise de provision pour litiges fiscaux	+ 314	
Perte sur impôts différés actif Canada		- 127
Revenus et charges divers	290	- 223
Total Autres Revenus et Charges	95	- 1 165

(1) Le montant de 476 milliers d'euros enregistré en 2006 était principalement imputable à l'enregistrement en charge de divers actifs incorporels dont le Groupe a arrêté l'exploitation.

4.33 - Résultat financier

en Milliers d'Euros

	31/12/07	31/12/06	Variation
Frais Financiers sur emprunts moyen et long terme	- 1 042	- 1 054	12
Frais Financiers sur Crédit baux	- 181	- 160	- 21
Variation de juste valeur des couvertures de taux	16	- 3	19
Frais Financiers sur crédits court terme	- 142	- 143	1
Produits de cession de valeurs mobilières et autres placements	323	534	- 211
Coût de l'endettement financier net	- 1 026	- 826	- 200
Commissions et frais bancaires	- 720	- 389	- 331
Autres frais financiers	- 444	- 610	166
Produits de cession d'actifs disponibles à la vente			
Variation de juste valeur des actifs financiers (1)	- 73	- 200	127
Produits financiers divers	70	2	68
Autres Produits et charges financiers	- 1 167	- 1 197	30
Résultat de change courant	- 269	- 654	385
Variation de juste valeur des couvertures de change	- 89	+ 300	- 389
Résultat de change	- 358	- 354	- 4
Résultat Financier	- 2 551	- 2 377	- 174

(1) Impairment des titres non consolidés (cf 4.04) et de la créance attachée

4.34 - Impôts sur les bénéficiaires

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt exigible de la période, qui inclut les droits fiscaux et crédits d'impôts effectivement utilisés au règlement de cet impôt.
- L'impôt différé, qui résulte de différences temporaires d'impositions.

Les retraitements propres à la consolidation, ainsi que les écarts entre les résultats sociaux et fiscaux ou entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs constituent des différences temporaires d'imposition.

Ces impositions différées sont traitées selon la méthode du "report variable". Elles sont comptabilisées selon le taux d'imposition en vigueur. Les variations liées au taux sont enregistrées en résultat sauf lorsque ces variations concernent des éléments antérieurement comptabilisés en capitaux propres.

Toutes les impositions différées en résultant figurent à l'actif ou au passif du bilan. Ils sont compensés entre eux quand ils trouvent leur origine au sein d'un même groupe fiscal.

Une convention d'intégration fiscale a été signée fin 1995 entre ALES GROUPE et certaines sociétés du Groupe. Pour l'exercice 2007, l'ensemble des sociétés françaises membres du Groupe et soumises à l'impôt sur les sociétés est intégré fiscalement.

4.35 - Résultat des activités arrêtées

Le résultat des activités arrêtées s'analyse comme suit :

	31/12/2007			31/12/06		
	Arrêt Phytoderm	Arrêt boutique Caron NY	Montants 31/12/07	Arrêt Phytoderm	Arrêt boutique Caron NY	Montants 31/12/06
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	435,2	21,5	456,7	446,4	256,9	703,3
Coût des Produits vendus	- 417,3	- 2,9	- 420,2	- 144,2	- 139,1	- 283,3
MARGE BRUTE	17,9	18,6	36,5	302,2	117,8	420,0
Frais Marketing et Commerciaux	- 1 248,4	- 14,6	- 1 263,0	- 1 363,4	- 106,7	- 1 470,1
Frais généraux et administratifs	- 97,2	- 362,1	- 459,3	- 77,3	- 817,2	- 894,5
FRAIS OPERATIONNELS	- 1 345,6	- 376,7	- 1 722,3	- 1 440,7	- 923,9	- 2 364,6
RES. OPERATIONNEL COURANT	- 1 327,7	- 358,1	- 1 685,8	- 1 138,5	- 806,1	- 1 944,6
Autres Produits et Charges	- 214,1	- 1 163,5	- 1 377,6	22,2		22,2
RESULTAT OPERATIONNEL	- 1 541,8	- 1 521,6	- 3 063,4	- 1 116,3	- 806,1	- 1 922,4
RESULTAT FINANCIER			0,0			0,0
Impôt sur les bénéficiaires	539,6	47,2	586,8	390,7	282,1	672,8
RESULTAT NET ACT. ARRETEES	- 1 002,2	- 1 474,4	- 2 476,6	- 725,6	- 524,0	- 1 249,6
Dont charges sans contrepartie de trésorerie	- 428,4	- 1 163,5	- 1 591,9	- 1,1	- 98,2	- 99,3

Charge d'impôt	en Milliers d'Euros		
	31/12/07	31/12/06 retraité	Variation
Impôts exigibles	5 498	6 625	- 1 127
Impôts différés (1)	379	- 860	1 239
Total Charge d'impôt	5 877	5 765	112

(1) Au 31 décembre 2006, le produit constaté au titre des impôts différés inclut l'effet impôt dû à la dotation aux provisions sur la marque CARON soit 350 milliers d'euros.

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective

	en Milliers d'Euros	
	31/12/07	31/12/06 retraité
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	14 536	15 547
Charge d'impôt théorique (*)	4 965	5 325
Impact des charges définitivement non taxables	45	94
Impact des produits non taxables		
Impact taux d'impôt différent des filiales étrangères	1 164	524
Crédit d'impôt recherche	- 337	- 301
Ajustement du taux d'impôt différé		
Divers	40	123
Impôt effectif	5 877	5 765
Taux d'impôt effectif	40,4 %	37,1 %

(*) 34,16 % au 31/12/07 et 34,25% au 31/12/06 (taux interne ressortant de l'intégration fiscale)

4.36 - Résultat par action

Le résultat consolidé – part du groupe de l'exercice 2007 s'élève à 6 700 681 euros.

Le résultat par action soit 0,49 euro résulte de la division de ce résultat par le nombre d'actions ordinaires existant à la clôture de l'exercice soit 13 584 325 actions.

Le résultat dilué par action soit 0,47 euro résulte de la division de ce même résultat par la somme du nombre d'actions ordinaires existant à la clôture de l'exercice soit 13 584 325 actions et des actions qui pourraient résulter de l'exercice des bons de souscription d'actions (BSA) existant à la clôture soit 635 616 BSA à raison de 1 action par BSA.

4.4 - Notes sur le Tableau de Flux Consolidé

La variation des différentes composantes du Besoin en fonds de Roulement est présentée de façon détaillée dans le tableau de flux consolidé.

4.41 - Analyse de la trésorerie Nette

La trésorerie nette s'analyse comme suit : en Millions d'Euros

	31/12/07	31/12/06	Variation
Intérêts courus			
OPCVM non disponibles		0,3	- 0,3
OPCVM disponibles (1)	7,3	13,1	- 5,8
Comptes bancaires - actif	8,4	8,1	0,3
Total Trésorerie Brute	15,7	21,5	- 5,8
Intérêts Intérêts courus		0,1	- 0,1
Lignes de crédit CT utilisées		3,0	- 3,0
Comptes bancaires – passif	2,2	4,2	- 5,1
Total Trésorerie Passif	2,2	7,3	- 5,1
TRESORERIE NETTE	13,5	14,2	- 0,7

(1) Les OPCVM disponibles sont constituées de SICAV de trésorerie ou assimilés immédiatement liquides et sans risque en capital. L'horizon de placement est inférieur à 3 mois.

4.42 - Lignes de crédit non utilisées

Au 31 décembre 2007, le groupe disposait de lignes de crédit non utilisées.

Elles s'analysent comme suit : en Millions d'Euros

Escompte clients	12,0
Crédits de trésorerie mobilisables sous forme de billets à ordre	4,5
Lignes de découvert	2,7
Total	19,2

4.43 - Flux de trésorerie concernant la capacité de production

Le montant des investissements réalisés sur les sites de production de Bezons et de Castelfranc s'élève à 0,7 millions d'euros. Il s'agit, pour l'essentiel, d'investissements destinés à maintenir la capacité de production.

4.44 - Flux de trésorerie concernant les activités arrêtées

Les flux de trésorerie concernant les activités arrêtées s'analyse comme suit : 2007

Milliers d'Euros	Phytoderm	Boutique Caron NY	Total
Résultat net avant impôt	- 1 541,8	- 1521,6	- 3 063,4
Charges et produits sans effet de trésorerie	428,4	1 163,5	1 591,9
Variation des créances et dettes opérationnelles	- 234,5		- 234,5
Impôts sur le résultat	539,6	47,2	586,8
FLUX DE TRÉSorerIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	- 808,3	- 310,9	- 1 119,2
FLUX DE TRÉSorerIE LIÉS AUX INVESTISSEMENTS			0,0
FLUX DE TRÉSorerIE LIÉS AUX FINANCEMENTS			0,0
VARIATION DE TRÉSorerIE DE L'EXERCICE	- 808,3	- 310,9	- 1 119,2

Les flux de trésorerie concernant les activités arrêtées s'analyse comme suit : 2006

Milliers d'Euros	Phytoderm	Boutique Caron NY	Total
Résultat net avant impôt	- 1 116,3	- 806,1	- 1 922,4
Charges et produits sans effet de trésorerie	1,1	98,2	99,3
Variation des créances et dettes opérationnelles	- 239,1		- 239,1
Impôts sur le résultat	390,7	282,1	672,8
FLUX DE TRÉSorerIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	- 963,6	- 425,8	- 1 389,4
FLUX DE TRÉSorerIE LIÉS AUX INVESTISSEMENTS			0,0
FLUX DE TRÉSorerIE LIÉS AUX FINANCEMENTS			0,0
VARIATION DE TRÉSorerIE DE L'EXERCICE	- 963,6	- 425,8	- 1 389,4

4.5 - Autres informations sur les états financiers

4.51 - Informations par secteurs géographiques

Définition des secteurs :

- Le secteur France comprend les activités commerciales réalisées sur le marché Français ainsi que les activités industrielles, logistiques et de recherche et développement.
- Le secteur Grand Export comprend les activités commerciales vers les distributeurs export
- Le secteur Filiales Europe correspond à l'activité commerciale réalisée en Europe par les filiales de distribution du Groupe
- Le secteur Filiales Amérique correspond à l'activité commerciale réalisée en Amérique du Nord par les filiales de distribution du Groupe
- Les éléments non affectés sont constitués des frais de fonctionnement de la société mère et de la structure en charge de la gestion des marques. Ils comprennent également les autres revenus et charges qui ne relèvent pas d'un secteur géographique donné.

a – Informations sur le compte de résultat

en Millions d'Euros

	France		Grand Export		Fil. Europe		Fil. Amérique		Non Affectés (3)		Eliminations		Consolidé	
	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06
Produits externes	67,0	64,9	28,2	25,8	53,8	50,7	19,3	19,8					168,3	161,2
Produits inter secteurs (1)	27,6	30,1									- 27,6	- 30,1		
Produits des activités ordinaires	94,6	95,0	28,2	25,8	53,8	50,7	19,3	19,8			- 27,6	- 30,1	168,3	161,2
Résultat Opérationnel (2)	1,8	3,9	5,6	5,5	10,0	9,5	0,1	1,5	- 0,4	- 2,5			17,1	17,9
Charges sans contrepartie de trésorerie (4)	2,5	4,0			0,8	0,6	0,4		0,2	1,0			3,9	5,6

Commentaires :

Les informations ci-avant se rapportent aux activités poursuivies. L'analyse des opérations arrêtées est présentée au paragraphe § 4.35

(1) Les produits inter secteurs de la France correspondent aux cessions de la France aux filiales de distribution internationales.

(2) Pour chaque zone, le résultat opérationnel correspond à la contribution de l'ensemble des activités commerciales de la zone au résultat opérationnel consolidé.

(3) Le résultat opérationnel non affecté est constitué des frais de fonctionnement de la société mère et de la structure en charge de la gestion des marques ainsi que de la dotation aux provisions de 1 millions d'euros sur la marque CARON.

(4) Les charges sans contrepartie de trésorerie correspondent à la somme des dotations aux amortissements et des dotations et reprises de provisions sur actifs et pour risques et charges.

b – Autres Informations

en Millions d'Euros

	France		Grand Export		Fil. Europe		Fil. Amérique		Autres non Affectés (1)		Eliminations		Consolidé	
	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06
Actifs sectoriels activités poursuivies	69,9	71,2	10,9	11,0	25,1	26,0	7,1	9,7	60,6	66,2			173,6	184,9
Actifs sectoriels activités arrêtées	0,3	0,5						0,3					0,3	0,8
Participations dans les sociétés mises en équivalence														
Actif total consolidé	70,2	71,7	10,9	11,0	25,1	26,0	7,1	10,0	60,6	66,2			173,9	184,9
Investissements Sectoriels	1,5	2,3			1,3	0,6	0,1	2,9					2,9	5,8
Passifs sectoriels activités poursuivies	33,0	34,6			7,5	7,3	1,8	1,7	42,6	53,2			84,9	96,8
Passifs sectoriels activités arrêtées	0,2	0,2					0,8						1,0	0,2
Passifs sectoriels	33,2	34,8			7,5	7,3	2,6	1,7	42,6	53,2			85,9	97,0

Commentaires :

• Les informations sont présentées en fonction de leur implantation géographique sauf pour le Grand Export pour lequel les actifs (créances clients) sont présentés en fonction de la localisation des clients.

(1) Les actifs non affectés par zone géographique sont essentiellement constitués des écarts d'acquisition autres que ceux directement affectables, des marques, des impôts différés actifs et des actifs de trésorerie.

Les passifs non affectés par zone géographique sont essentiellement constitués des dettes financières et des impôts différés passifs

4.52 - Informations par secteurs d'activités

en Millions d'Euros

	Capillaire		Cosmétique		Parfum		Autres non affectés		Eliminations		Consolidé	
	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06	12/07	12/06
Produits externes	67,7	67,3	90,1	84,8	10,5	9,1					168,3	161,2
Actifs sectoriels	58,7	53,0	61,4	64,5	13,9	13,2	39,9	54,2			173,9	184,9
Dont activités arrêtées			0,3	0,5		0,3					0,3	0,8
Investissements sectoriels	0,5	0,8	1,0				1,4	5,0			2,9	5,8

Commentaire :

• Les actifs non affectés par activité correspondent pour l'essentiel à la trésorerie, aux actifs industriels communs aux différentes marques.

4.53 - Effectifs

L'effectif moyen au cours de l'exercice, pour les sociétés consolidées par intégration globale est le suivant :

	Total au 31/12/07
Cadres	141
Commerciaux	104
Agents de maîtrise	128
Employés	43
Ouvriers	138
Effectif moyen total France	554
Effectif moyen total Groupe	828

4.54 - Transactions avec les parties liées.

Les parties liées sont :

- les sociétés mères
- les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entité.
- les filiales
- les entreprises associées
- les co-entreprises
- les membres du conseil d'administration et membres du comité de direction

1) Transactions avec la société mère

Les comptes d'Ales Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par la société AVILA, sise au 35 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris (N° Siret : 44968717700013) et dont la date de clôture est le 31 Décembre 2007.

En 2007, la société AVILA a perçu d'Ales groupe des dividendes pour un montant de 4 344 060 euros.

Il n'y a pas eu d'autre transaction entre Ales groupe et AVILA au cours de l'exercice 2007.

2) Transaction avec les co-entreprises et les entreprises associées

La filiale Laboratoire Ducastel a consenti une avance de 156 166 à la société Executive Development dont elle détient 19% du capital. Compte tenu de la faible probabilité du recouvrement total de cette créance, cette avance a été intégralement provisionnée.

3) Rémunérations brutes allouées aux organes d'administration et de direction

Montants en euros	31/12/07	31/12/06
Montant des rémunérations allouées	1 285 353	1 011 069
Autres avantages		
Total	1 285 353	1 011 069

A la clôture, les options d'actions du Groupe détenues par les organes de Direction

	Néant	Néant
--	-------	-------

Prêts accordés	62 544	75 680
-----------------------	---------------	---------------

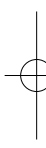
4.55 - Capital social

Le capital social de la société ALES GROUPE est de 27 168 650 euros au 31/12/07. Il est composé de 13 584 325 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Par ailleurs, dans le cadre de l'augmentation de capital réalisée en mars 2004, la société a émis des Bons de Souscription d'Actions (BSA). Chacun de ces bons, exerçables jusqu'au 23/03/2009, donne le droit de souscrire à 1 action au cours de 12 euros. Le nombre de bons non exercés au 31/12/2007 est de 635 616.

2.3 - Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2007

SOCIÉTÉS	Adresses et numéro SIREN	% INTÉRÊT	% CONTRÔLE	MÉTHODE
ALÈS GROUPE	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 399 636 323			Société consolidante
LAB. PHYTOSOLBA	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 692 022 213	99,99	99,99	Intégration Globale
LAB. LIERAC	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 301 639 878	99,98	99,99	Intégration Globale
PARFUMS CARON	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 562 108 977	99,99	99,99	Intégration Globale
LABORATOIRE DUCASTEL	27, avenue de la Bastide 46140 CASTELFRANC 310 602 313	99,99	100,00	Intégration Globale
CASTER	35, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS 310 710 686	99,97	99,97	Intégration Globale
LABORATOIRE PHYTODERM	35, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS 329 834 246	99,99	99,99	Intégration Globale
PHYTALES	89, rue Salvador Allende 95870 BEZONS 340 062 231	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE INDUSTRIE	89, rue Salvador Allende 95870 BEZONS 433 722 147	99,99	100,00	Intégration Globale
ALES GROUP INC	1350 Avenue of the Americas NEW YORK NY 10019 USA	79,99	80,00	Intégration Globale
ALES GROUPE COSMETIC GmbH	Schwanheimer Strasse, 113 FRANKFURT AM MAIN ALLEMAGNE	99,99	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE ESPANA	Calle José Ortega y Gasset, 11 MADRID 28006 ESPAGNE	99,97	99,97	Intégration Globale
ALES GROUPE ITALIA S.p.A.	Largo Donegani, 2 20121 MILANO ITALIE	99,83	99,85	Intégration Globale
ALES GROUPE BENELUX SPRL	45, rue Victor Allard 1180 BRUXELLES BELGIQUE	99,73	99,75	Intégration Globale
ALES GROUPE UK Ltd	9, Risborough Street LONDON SE10HF GRANDE-BRETAGNE	99,99	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE CANADA	1255 rue University MONTREAL QUEBEC H3B 3B6 CANADA	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE POLSKA	Zaruby 9/119 02-796 WARSAW POLAND	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE SUISSE	Cours de Rive 10 CP 3397 1211 GENEVE 3 SUISSE	100,00	100,00	Intégration Globale



Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2007)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société ALÈS GROUPE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Ces comptes ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants évoqués aux notes 1, 3.3, 3.4, 4.11, 4.25 et 4.35 de l'annexe.

La note 1 relative aux faits caractéristiques de l'exercice 2007 et événements postérieurs à la clôture présente les retraitements effectués sur le bilan d'ouverture.

La note 3.3 relative aux changements de méthode explicite les conséquences du changement de méthode comptable résultant de la constatation de la pratique liée à l'émission d'avoirs suite à des retours de marchandises relatifs à des ventes réalisées au cours des exercices antérieurs.

La note 3.4 relative aux corrections antérieures expose les impacts de la correction sur exercices antérieurs concernant les taux de marge sur stocks.

Les notes 4.11, 4.25 et 4.35 relatives respectivement aux actifs, aux passifs et au résultat des activités arrêtées indiquent les effets sur les états financiers des activités arrêtées.

II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe des indices de perte de valeur en cours d'exercice selon les modalités décrites dans les notes 4.01 et 4.02 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à :

- vérifier les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation,
- examiner les hypothèses utilisées en interne,
- examiner, notamment, l'application en 2007 de la méthode utilisée par l'expert indépendant en 2005, sur la marque CARON.
- s'assurer d'une information appropriée dans les notes annexes.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Changement de méthode comptable et corrections sur exercices antérieurs :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié notamment que le changement de méthode comptable et les corrections sur exercices antérieurs mentionnés en I ci-dessus sont justifiés et que ses effets sont correctement calculés et présentés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 25 avril 2008

COFACOM
Patrice MARTIN

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur le contrôle interne

(Exercice clos le 31 décembre 2007)

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société ALÈS GROUPE, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Mesdames, Messieurs, les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société ALÈS GROUPE et en application des dispositions de l'article L.225-235 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au

traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du code de commerce.

Fait à Paris, le 25 avril 2008

COFACOM
Patrice MARTIN

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Comptes sociaux au 31 décembre 2007

Bilan Actif

en Milliers d'Euros

RUBRIQUES	MONTANT BRUT 31/12/07	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS 31/12/07	MONTANT NET 31/12/07	MONTANT NET 31/12/06
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	552,9	422,9	130,0	74,3
Immobilisations corporelles	1 291,0	731,4	559,6	533,2
Immobilisations financières	65 997,3	14 416,4	51 580,9	50 159,6
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	67 841,2	15 570,7	52 270,5	50 767,1
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Clients et comptes rattachés	3 490,4		3 490,4	3 561,0
Autres créances	40 504,9	3 339,6	37 165,3	39 974,5
Valeurs mobilières de placement	6 841,1		6 841,1	12 515,8
Disponibilités	881,2		881,2	123,6
TOTAL ACTIF CIRCULANT	51 717,6	3 339,6	48 378,0	56 174,9
TOTAL ACTIF	119 558,8	18 910,3	100 648,5	106 942,0

Bilan Passif

en Milliers d'Euros

RUBRIQUES	MONTANT NET 31/12/07	MONTANT NET 31/12/06
CAPITAUX PROPRES		
Capital	27 168,7	27 150,0
Primes d'émission	26 326,2	26 233,4
Réserves et provisions réglementées	11 727,7	12 303,3
Résultat de l'exercice	6 367,9	4 846,1
CAPITAUX PROPRES	71 590,5	70 532,8
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	636,7	958,0
DETTES		
Emprunts et dettes Financières	25 549,5	31 737,9
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	434,8	455,7
Autres dettes	2 437,0	3 257,6
TOTAL DETTES	28 421,3	35 451,2
TOTAL PASSIF	100 648,5	106 942,0

Compte de résultat

en Milliers d'Euros

RUBRIQUES	MONTANT NET 2007	MONTANT NET 2006
CHIFFRE D'AFFAIRES	14 880,7	14 128,5
Autres produits d'exploitation	22,8	18,9
Achats consommés		
Charges de personnel	- 10 110,9	- 9 190,5
Autres charges d'exploitation	- 4 185,7	- 4 724,3
Impôts et taxes	- 456,8	- 438,6
Dotations aux amortissements et provisions	- 293,5	- 389,2
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 143,4	- 595,2
Charges et produits financiers	7 958,9	5 499,3
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	7 815,5	4 904,1
Charges et produits exceptionnels	- 2 924,0	12,5
Impôt sur les bénéfices	1 476,4	- 70,5
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	6 367,9	4 846,1

Annexes aux comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2007

CHOIX DE PRÉSENTATION DE L'ANNEXE

Les critères de l'entreprise, tels que définis par l'article 17 du décret du 29 novembre 1983 concernant l'annexe, sont les suivants :

EXERCICE CLOS LE	31.12.07
DURÉE DE L'EXERCICE (en mois)	12
TOTAL DU BILAN (en euros)	103 442 993
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en euros)	14 880 682
NOMBRE MOYEN DE SALARIÉS PERMANENTS	124

1 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Compte tenu de la situation financière de la filiale PHYTODERM et de la décision d'arrêter la commercialisation de la marque PHYTODERM, les titres détenus par Alès Groupe dans le capital social de cette société ainsi que son compte courant financier ont été intégralement dépréciés à la fin de l'exercice 2007. L'impact de ces deux provisions s'élève respectivement à 698 407 euros et 3 339 566 euros.

2 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- constitution de la société le 26 janvier 1995,
- méthodes comptables comparables aux autres sociétés du groupe,
- indépendance des exercices,
- continuité de l'exploitation,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels telles que définies par le PCG 1999 et par les textes parus à la date d'arrêté des comptes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode

Il n'y a pas d'impact de changement de méthode dans les comptes sociaux clos au 31/12/07.

Comparaison des Comptes

Les comptes de l'exercice 2007 sont directement comparables à ceux de l'exercice précédent tant en ce qui concerne le bilan (immobilisations, comptes relevant du besoin en fonds de roulement) que les produits et charges d'exploitation.

2.1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées au coût historique. En application du CRC 2002-10, les durées d'amortissement appliquées sont celles que la société estime représenter les durées d'utilisation usuelles.

Les durées d'amortissement en mode linéaire sont les suivantes :

- logiciel : 1 à 3 ans
- construction gros œuvre : 50 ans
 - clôt/couvert 30 ans
 - lots techniques 20 ans
 - second œuvre 10 ans
- autres immobilisations : 5 à 10 ans

2.2 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition.

Tous les titres immobilisés sont classés en titres de participation car ils permettent à ALES GROUPE d'exercer une influence sur les sociétés émettrices des titres ou d'en assurer le contrôle.

En fin d'année, les titres de participation sont évalués sur la base de leur valeur d'usage, telle que définie par le Plan Comptable Général, en tenant compte de critères multiples, tels que par exemple, actif net comptable, actif net réévalué, valeur de rendement et perspectives de développement

Une dépréciation des titres est constituée si l'application de ces critères, à la date de la clôture, conduit à constater une valeur inférieure à la valeur d'acquisition. Le détail des titres de participation est présenté en § 3.1

Les dividendes sont enregistrés à la date de la décision de distribution, pour leurs montants nets de crédit d'impôt.

2.3 - Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire calculée en fonction des perspectives de remboursement devient inférieure à la valeur comptable. Comme indiqué ci-dessus, le compte

courant de la société PHYTODERM a été intégralement déprécié au 31 décembre 2007.

2.4 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent les titres représentatifs d'un emploi temporaire de trésorerie ou acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur

coût historique d'acquisition. Une dépréciation est constatée chaque fois que la valeur de marché est inférieure à la valeur brute ligne par ligne.

La valeur de marché est :

- La valeur liquidative à la clôture de l'exercice pour les actions de SICAV et les parts de FCP.
- Le cours de bourse moyen du mois de décembre pour les titres cotés.

3 - NOTE SUR LE BILAN - ACTIF

3.1 - Mouvements de l'actif immobilisé

(cf. article 24-4 du décret du 29 novembre 1983)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en Euros)

	Valeur brute début exercice	Acquisitions apports, création virement	Diminution par cessions mises hors services	Valeur brute fin d'exercice
IMMOBILISATION INCORPORELLES				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	422 981	129 934		552 915
TOTAL	422 981	129 934		552 915
IMMOBILISATION CORPORELLES				
Terrains	35 216			35 216
Constructions sur sol propre	316 942			316 942
Constructions sur sol d'autrui	27 244			27 244
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	158 612	8 718		167 330
Installations générales, agencements et divers	242 636	22 951	1 271	264 317
Matériel de transport	63 697			63 697
Matériel de bureau, informatique et mobilier	352 961	60 411	78 272	335 100
Emballages récupérables et divers				
Immobilisation corporelles en cours	39 400	81 249	39 400	81 249
Avances et acomptes				
TOTAL	1 236 707	173 329	118 943	1 291 093
IMMOBILISATION FINANCIERES				
Participations évaluées par mises en équivalence				
Autres participations	63 708 730	2 130 828		65 839 558
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	168 899	33 806	44 927	157 779
TOTAL	63 877 629	2 164 634	44 927	65 997 337
TOTAL GÉNÉRAL	65 537 317	2 467 897	163 869	67 841 344

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

(en Euros)

AMORTISSEMENTS	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	348 726	74 223		422 949
TOTAL	348 726	74 223		422 949
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	146 358	9 003		155 361
Constructions sur sol d'autrui	24 206	638		24 844
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	63 570	20 972		84 542
Installations générales, agencements et divers	148 500	25 506	1 048	172 958
Matériel de transport	46 976	12 344		59 319
Matériel de bureau, informatique et mobilier	273 821	35 296	75 313	234 434
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	703 431	104 389	76 361	731 549
TOTAL GÉNÉRAL	1 052 158	178 612	76 361	1 154 407

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en Euros)

	31.12.2006	Variation	31.12.2007
Titres de participation	63 708 730	2 130 828	65 839 558
Autres immobilisations financières	168 899	- 11 120	157 779
TOTAL	63 877 629	2 119 708	65 997 337

L'augmentation des titres de participation s'explique par l'acquisition de la nouvelle filiale canadienne.

Les valeurs brutes et nettes des titres de participation s'analysent comme suit :

	En Euros	
PHYTOSOLBA	99 994 actions	24 233 406
LIERAC	16 580 actions	8 017 652
PHYTALES	99 990 actions	4 169 209
CASTER	13 192 actions	6 916 605
CARON	390 624 actions	17 864 859
DUCASTEL	8 actions	630
ALÈS GROUPE ESPAGNE	9 997 actions	1 249 850
ALÈS GROUPE POLSKA	80 actions	325 000
PHYTODERM	659 999 actions	698 407
ALÈS GROUPE INDUSTRIE	10 actions	100
PARFUMS CARON SUISSE	800 actions	317 315
ALES GROUPE CANADA	1400 100 actions	2 046 524
TOTAL VALEUR BRUTE		65 839 557
PROVISION		14 416 407
TOTAL VALEUR NETTE		51 423 150

Dans un souci de rationalisation de son activité commerciale sur le territoire canadien, Alès Groupe a acquis le 12 décembre 2007 auprès d'ALES GROUP USA la totalité des 1 400 100 actions détenues par cette dernière dans le capital d'Alès Groupe Canada Inc. pour la somme de 3 000 000 Dollars US, après évaluation par un expert indépendant.

Le tableau des filiales et participations est donné en fin d'annexe.

3.2 - Autres créances

Les autres créances sont composées principalement de créances groupe Cf note 6.2.

- La créance sur cession des titres HANBUL Cosmetic pour 1 203 716 euros a été remboursée à la fin de l'exercice 2007.

3.3 - Evaluation du portefeuille de valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées d'OPCVM monétaires sans risque en capital dont la valeur d'inventaire au 31 décembre 2007 s'élève à 6 841 122 € et la valeur liquidative à 6 845 590 €.

Le détail des valeurs mobilières est présenté ci-après.

Valeurs mobilières de placement			Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
SICAV de trésorerie court terme				
<u>Gestion < 3 mois</u>				
179	Natixis	"Euribor Gestion"	6 841 122	6 845 590
<u>Gestion > 3 mois et < 9 mois</u>				
		NEANT	0	0
Totaux au 31/12/2007			6 841 122	6 845 590

3.4 - Charges constatées d'avance et produits à recevoir sur créances

a) Charges constatées d'avance (compte 486)

• Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice s'élèvent à un total de 157 398 euros et

b) Variation des Capitaux Propres (en Euros)

	31/12/2006	Augmentation de capital	Affectation du résultat		Résultat de l'exercice 2007	Autres mouvements	31/12/2007
			En réserves et RAN	Dividendes			
Capital	27 150 094	18 556					27 168 650
Primes	26 233 393	92 780					26 326 173
Ecart de rééval.	0						0
Réserve Légale	1 703 976		242 307				1 946 283
Autres réserves	4 803 466						4 803 466
Report à nouveau	5 793 940			- 826 195			4 967 745
Résultat	4 846 131		- 242 307	- 4 603 824	6 367 182		6 367 182
Provisions réglementées	1 826					8 391	10 217
TOTAL CAPITAUX PROPRES	70 532 826	111 336	0	5 430 019	6 367 182	8 391	71 589 716

4.2 - Provisions pour risques et charges (en Euros)

	31/12/2006	dotations	reprises	31/12/2007
Provisions pour litiges	250 000		250 000	0
Provisions prud'homales	186 208		186 208	0
Provisions pour indemnité de fin de carrière et médailles du travail	521 789	114 907		636 696
Provisions pour perte de change	0			0
TOTAL	957 997	114 907	436 208	636 696

correspondent essentiellement à des prestations de services informatiques et autres services administratifs.

b) Produits à recevoir sur créances

• Les produits à recevoir comptabilisés en fin d'exercice se sont élevés à 1 372 euros et correspondent à un remboursement d'assurance.

4 - NOTE SUR LE BILAN - PASSIF

4.1 - Capitaux propres

a) Évolution du Capital Social

Le capital social est composé au 31 décembre 2007 de 13 584 325 actions de 2 € chacune soit un montant total de 27 168 650 €.

Dans le cadre de l'augmentation de capital réalisée en mars 2004, la société a émis 646 360 bons de souscription d'actions. Chacun de ces bons, exerçables jusqu'au 23/03/2009, donne droit de souscrire à 1 action au cours de 12 euros.

Au cours de l'exercice 2007, le capital social a augmenté de 18 556 € par l'exercice de 9278 bons de souscription d'actions.

Au 31 décembre 2007, il existait 635 616 bons de souscription d'actions donnant droit à souscription de 635 616 actions, ce qui représente une dilution potentielle de 4,4% après opération.

Provision pour risques et litiges

Les reprises sur provisions pour litiges concernent le risque sur la participation de la filiale Ducastel dans la Société Executive Développement et le risque de résiliation d'un contrat avec un agent basé au Koweït.

Provision pour indemnité de fin de carrière

Aucun engagement, et notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants, des organes d'administration, de direction ou de surveillance. Le montant des indemnités de fin de carrière et médailles du travail a été évalué au 31/12/07 à 609 072 Euros.

Les charges de retraite sont provisionnées dès l'entrée dans l'entreprise afin d'obtenir la meilleure répartition possible sur la durée d'activité des salariés. Elles sont calculées selon la méthode rétrospective avec droits proratisés temporis.

Il prend en compte pour chaque employé :

- le salaire
- l'ancienneté
- des catégories d'âge conformes aux normes du secteur d'activité
- un taux de rotation par catégorie d'âge
- un taux annuel moyen d'évolution des salaires par catégorie d'âge
- un taux d'actualisation

Pour la clôture des comptes au 31 décembre 2007 les paramètres suivants ont été utilisés :

<i>Tranches d'âge</i>	<i>Taux annuel de Turn over</i>	<i>Taux annuel moyen d'augmentation des salaires</i>
Avant 30 ans	5,00 %	3,00 %
De 30 à 39 ans	3,50 %	2,25 %
De 40 à 49 ans	1,50 %	2,00 %
Après 49 ans	0,10 %	1,00 %

Taux d'actualisation : 3,50 %

Les calculs sont réalisés en fonction d'un âge de départ à la retraite de 65 ans, conformément à la convention collective de la chimie. Par ailleurs, la société n'incite pas son personnel au départ anticipé.

Les obligations qui s'imposent à la société au titre des médailles du travail telles qu'elles résultent de la convention collective de la chimie et des accords internes n'ont pas d'incidence matérielle et n'ont donc pas donné lieu à la constatation d'une provision.

4.3 - Charges à payer

La récapitulation par nature des dettes, des charges à payer en fin d'exercice est la suivante :

Dettes sociales	1 753 195 €
TVA et taxe sur les salaires	269 411 €
Impôt sur les sociétés	2 795 234 €
Autres impôts et taxes	212 141 €
Total dettes fiscales et sociales	5 029 981 €
Divers charges à payer	195 060 €

Ces éléments n'appellent aucun commentaire particulier.

5 - NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 - Chiffre d'affaires

Le Chiffre d'affaires de 14 880 682 euros correspond aux prestations de services facturées aux sociétés du groupe.

5.2 - Produits financiers

Les produits financiers correspondent, essentiellement, aux dividendes perçus au cours de l'exercice ainsi qu'aux intérêts perçus sur les comptes courants des filiales débitrices.

5.3 - Charges financières

Les charges financières incluent, d'une part, les commissions et intérêts afférents aux emprunts bancaires à moyen et court terme de la société et, d'autre part, les intérêts versés sur les comptes courants des filiales créditrices.

5.4 - Produits et charges exceptionnelles

Les produits exceptionnels sont composés essentiellement d'une reprise d'une provision concernant un risque sur la Sté Executive Développement et de la reprise de provision sur un litige concernant un agent basé au KOWEIT.

5.5 - Impôt société

La société a enregistré une économie d'impôt de 1 189 723 euros résultant de l'intégration fiscale (cf 6.7).

Du fait de ses déficits reportables antérieurs, la société n'a enregistré aucune charge d'impôt liée à son activité propre en 2007.

La ventilation de l'impôt se présente comme suit :

EN EUROS	Résultat avant impôt	Impôt					Résultat net
		Calculé	sur report déficitaire	dû au titre de l'exercice	Crédit d'impôt et autres	Intégration fiscale	
Résultat Courant	7 815 502	2 604 907	- 2 604 907	0	- 285 996	- 1 189 723	9 291 221
Court terme	7 815.502	2 604 907	- 2 604 907	0	- 285 996	- 1 189 723	9 291 221
Long terme	0	0	0	0			
Exceptionnel	- 2 924 039			0			- 2 924 039
Court terme	- 2 924 039	0	0	0			- 2 924 039
Long terme	0			0			
TOTAL	4 891 463	2 604 907	- 2 604 907	0	- 285 996	- 1 189 723	6 367 182

Taux d'imposition Court terme 33,33 % Long terme 15,00 %

6 - AUTRES INFORMATIONS

6.1 - État des échéances des créances et des dettes

La totalité des créances d'exploitation a une échéance à moins d'un an. De même, la totalité des dettes d'exploitation ont une échéance à moins d'un an à l'exception de la participation des salariés.

Les échéances des dettes financières se présentent comme suit :

EN EUROS	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A + 1 AN ET - DE 5 ANS	A + DE 5 ANS
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 367 583	9 006 412	12 361 171	-
Comptes bancaires créditeurs et charges financières à payer	753 147	132 113	621 034	-
Dettes financières diverses (1)	3 428 815	3 428 815		
TOTAL	26 302 692	13 320 487	12 982 205	-

(1) comptes courant

L'état des échéances des autres créances et dettes se présente comme suit :

(en Euros)

ÉTAT DES CRÉANCES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'1 AN
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	87 884	37 841	50 043
Autres immobilisations financières	69 895		69 895
TOTAL	157 779	37 841	119 938
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 490 386	3 490 386	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	22 996	22 996	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat - Impôts sur les bénéfices	1 044 714	1 044 714	
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	60 084	60 084	
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat - Divers			
Groupe et associés	39 200 497	39 200 497	
Débiteurs divers	16 989	16 989	
TOTAL	43 835 665	43 835 665	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	157 398	157 398	
TOTAL GÉNÉRAL	44 150 842	44 030 904	119 938

ETAT DES DETTES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A + 1 AN ET 5 ANS AU PLUS	A + DE 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	13 927 879	9 006 412	4 921 467	
Emprunts et dettes financières divers	8 192 132	132 113	8 060 020	
Fournisseurs et comptes rattachés	434 765	434 765		
Personnel et comptes rattachés	746 970	746 970		
Sécurité sociale et autres organismes	1 011 648	1 011 648		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	269 411	269 411		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxe et assimilés	212 141	212 141		
Dettes sur immo. Et comptes rattachés				
Groupe et associés	3 428 853	3 428 853		
Autres dettes	196 429	196 429		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	440	440		
TOTAL GÉNÉRAL	28 420 667	15 439 180	12 981 487	-

6.2 - Entreprises liées

Les créances et dettes, y compris celles représentées par des effets de commerce, figurant respectivement soit à l'actif, soit au passif et concernant des entreprises liées, font l'objet de la récapitulation ci-après :

<u>Comptes du Bilan</u>	<u>Entreprises liées</u>
ACTIF :	
Fournisseurs Groupe débiteur	0 €
Clients Groupe	3 490 386 €
Compte Courant Filiales	34 925 524 €
Compte Courant Filiales (IS)	4 270 953 €
Chèques à encaisser Filiales	0 €
Total Actif	42 686 683 €
PASSIF :	
Fournisseurs Groupe	460 €
Fournisseurs Groupe factures à recevoir	0 €
Clients Groupe Crédeur	3 592 €
Compte Courant Filiales	3 424 746 €
Total Passif	3 428 798 €
Charges financières	139 861 €
Produits financiers	9 744 098 €

6.3 - Effectif

La situation de l'effectif moyen au cours de l'exercice se présente comme suit :

<u>Catégories</u>	<u>Salariés de l'entreprise</u>	<u>Salariés mis à disposition</u>	<u>Totaux</u>
Cadres (et assimilés)	62	/	62
Agents de maîtrise (et assimilés)	45	/	45
Employés	15	/	15
Ouvriers	2	/	2
TOTAL	124	/	124

6.4 - Droit individuel à la formation

L'accord de branche a anticipé la mise en œuvre du DIF au 1^{er} janvier 2006. Le droit au DIF s'apprécie au 1^{er} janvier de chaque année.

Au 1^{er} janvier 2007 le volume d'heures correspondant aux droits acquis au titre du DIF était de 26 615 heures. Au cours de l'exercice 2007 262 heures de formation ont été enregistrées dans le cadre du DIF.

Au 1^{er} janvier 2008, le volume d'heures cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF est de 7 261 heures.

6.5 - Rémunérations et prêts accordés aux Dirigeants

Certains mandataires sociaux bénéficient de prêts qui leur avaient été accordés avant leur mandat pour un montant global de 62 544 euros.

Les administrateurs ont perçu des jetons de présence pour un montant global de 33 000 euros.

Il n'y a pas d'autres rémunérations ou avantages en nature versés aux mandataires sociaux en raison de leur fonction.

6.6 - Comptes consolidés

La société ALES GROUPE établit des comptes consolidés.

Les comptes d'ALES GROUPE sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de la société AVILA.

6.7- Situation fiscale différée et latente

La situation fiscale différée et latente se présente comme suit à la clôture de l'exercice

1) Situation fiscale différée

ou situation des dettes et crédits d'impôts certains mais répartis dans le temps.

ALLEGEMENTS DE LA DETTE

FUTURE D'IMPOT à 33,33% : 211 080 €

Impôt correspondant à des charges non déductibles lors de leur comptabilisation, mais qui le deviendront par la suite lors de la survenance du fait régénératoire, en ce qui concerne :

- la contribution d'ORGANIC : 24 229 €
- la provision pour indemnité de fin de carrière 609 072 €

Situation fiscale différée NETTE 633 301 €

2) Situation fiscale latente

ou situation des dettes et crédits d'impôts éventuels (Néant).

6.8 - Intégration fiscale

La société ALES GROUPE ainsi que l'ensemble de ses filiales françaises constituent un groupe fiscalement intégré. Cette intégration fiscale fait l'objet d'une convention qui permet des éventuelles économies d'impôt qui sont conservées par la mère. Cette année, l'intégration n'a pas permis de dégager un profit mais une charge pour la société ALES GROUPE, le groupe fiscal ne disposant de déficit reportable.

Charges d'IS individuelles des sociétés intégrées (1) 3 984 958 €
Charge d'IS du groupe intégré (1) 2 795 235 €

Economie d'impôt prise en compte par ALES GROUPE 1 189 723 €

(1) La charge d'IS comprend un crédit d'impôt recherche de 285 996 €

La société ALES GROUPE acquitte l'impôt dû pour le compte de l'ensemble des sociétés intégrées. Chaque filiale verse à la société ALES GROUPE l'impôt qu'elle aurait acquitté en l'absence d'intégration.

6.9 - Engagement hors bilan

Dettes garanties par des sûretés réelles

La récapitulation des dettes de l'entreprise garanties par des sûretés réelles ou personnelles, se présente comme suit en fin d'exercice

LIGNES D'EMPRUNTS	CAPITAL RESTANT DÛ EN MILLIERS	SOCIÉTÉ CONCERNÉE	GARANTIES DONNÉES OU REÇUES	COVENANTS
Emprunt bancaire MT en KEuro	850	Alès Groupe		Dettes Nettes Consolidées/ Ebitda Consolidé < 2,6 Dettes Nettes Consolidées/ Fonds Propres Consolidés < 1,2
Emprunt bancaire MT en KEuro	11 000	Alès Groupe	Nantissement de titres Alès Groupe par M. et Mme Alès	Dettes Financières Nettes Consolidées/Capacité d'Autofinancement Consolidée < 5,5 à partir du 31/12/2007 Dettes Financières, Nettes Consolidées/ Fonds propres Consolidés < 0,9 à partir du 31/12/2007
Emprunt bancaire MT en KEuro	840	Alès Groupe		Dettes Nettes Consolidées/ Ebitda Consolidé < 3 Dettes Nettes Consolidées/ Fonds Propres Consolidés <= 1
Emprunt bancaire MT en KEuro	2 250	Alès Groupe		Dettes MLT + crédit bail/ Fonds Propres < 1 Dettes MLT + crédit bail/CAF < 5
Emprunt bancaire MT en KEuro	2 100	Alès Groupe		Dettes Nettes Consolidées/ Ebitda Consolidé <= 3 Dettes Nettes Consolidées/ Fonds Propres Consolidés <= 1

Il n'existe aucun autre engagement hors bilan significatif au 31.12.2007.

6.10 - Exposition au risque de taux d'intérêt

en K Euros	< 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans
Passifs financiers (1)	9 006	12 361	0
Valeurs mobilières de placement	6 841	0	0
Position nette avant gestion	- 2 165	12 361	0
Hors bilan	0	0	0

(1) hors participation et comptes courants

Afin de garantir le refinancement de son emprunt obligataire convertible, la Société avait mis en place en novembre 2002 une ligne de crédit bancaire à moyen terme de 30 millions d'euros sur 6 ans. Les remboursements effectués en 2007 ont été de 3,5 millions d'euros. La ligne est utilisée à hauteur de 11.0 millions d'euros au 31 décembre 2007

Cette ligne de crédit porte intérêt sur une référence variable Euribor. Cette ligne de crédit est couverte jusqu'au 30 juin 2008 par un tunnel défini comme suit :

- Si euribor 3 mois < 2,20 la société paye 2,20 + 12 bp
- Si 2,20 < euribor 3 mois < 2,75 la société paye euribor 3 mois + 12 bp
- Si euribor 3 mois > 2,75, la société paye 2,75 + 12 bp

Par ailleurs, la société a mis en place au 10/09/2005 une couverture jusqu'au 10/09/2008 de l'emprunt souscrit le 10/03/2005 pour 5 millions d'euros. Cette couverture est un tunnel défini comme suit :

- Si euribor 3 mois < 2,15 la société paye 2,15 + 8 bp
- Si 2,15 < euribor 3 mois < 2,75 la société paye euribor 3 mois + 8 bp
- Si euribor 3 mois > 2,75, la société paye 2,75 + 8 bp

Les autres lignes de crédit ne font pas l'objet de couverture du risque de taux.

6.11 - Evènements postérieurs à la clôture

- Nomination de Mme Lorenza Battigello, Directeur Général de la Société.
- Création d'une filiale au Portugal.

6.12 - Soldes Intermédiaires de Gestion et Tableau de flux (en K Euros)

RUBRIQUES	31/12/2007	%	31/12/2006	%
CHIFFRES D'AFFAIRES	14 880,6	100,00%	14 128,5	100,00%
- Consommation en provenance des tiers	4 152,7	27,91%	4 714,1	33,37%
VALEUR AJOUTÉE	10 728,0	72,09%	9 414,4	66,63%
+ Subventions d'exploitation	12,5	0,08%	12,4	0,09%
- Impôts et taxes	456,8	3,07%	438,6	3,10%
- Charges de personnel	10 110,8	67,95%	9 190,5	65,00%
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	172,9	1,16%	- 202,3	- 1,43%
+ Reprise et transferts de charges	-	-	6,3	0,04%
+ Autres produits	10,3	0,07%	-	-
- Dotations aux amortissements et provisions	293,5	1,97%	389,2	2,75%
- Autres charges	33,1	0,22%	10,2	0,07%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 143,4	- 0,96%	- 595,3	- 4,21%
+ Quote part opérations en commun	-	-	-	-
+ Produits financiers	10 332,5	69,44%	8 475,2	59,99%
- Quote part opérations en commun	-	-	-	-
- Charges financières	2 373,5	15,95%	2 975,8	21,06%
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	7 815,5	52,52%	4 904,1	34,71%
+ Produits exceptionnels	483,9	3,25%	219,4	1,55%
- Charges exceptionnelles	3 408,0	22,90%	206,9	1,46%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	- 2 924,0	- 19,65%	12,5	0,09%
- Participation des salariés	-	-	-	-
- Impôt sur les bénéfices	1 475,7	9,92%	70,5	0,50%
RESULTAT DE L'EXERCICE	6 367,2	42,79%	4 846,1	34,30%

Tableau de flux

en Milliers d'Euros

	Exercice 2007	Exercice 2006
Résultat de l'exercice	6 367,9	4 846,1
Dotation aux Amortissements et provisions sur immobilisations	877,0	1 968,5
Dotation aux Provisions pour R et C	123,3	395,5
Reprise de Provisions pour R et C	- 436,2	- 200,3
Dotation aux Provisions sur Actifs CT	3 339,6	
Reprise de Provisions sur Actifs CT	0,0	
Capacité d'Autofinancement	10 271,6	7 009,8
Variation des Stocks	0,0	
Variation du Crédit Client	70,7	375,8
Variation autres Actifs CT	- 649,2	- 3 844,8
Variation du Crédit Fournisseur	- 20,9	- 118,0
Variation autres Passifs CT	- 1 679,9	- 2 655,6
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	- 2 279,3	- 6 242,6
FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE	7 992,3	767,2
Acquisitions d'immobilisations Corporelles et Incorporelles	- 263,9	- 138,6
Acquisitions d'immobilisations Financières	- 2 146,5	- 762,3
Produits nets de cession d'actifs disponibles à la vente	1 203,7	1 203,7
Produits nets de cessions d'Immobilisations	30,0	121,7
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS	- 1 176,7	424,5
Dividendes versés	- 5 430,0	- 4 072,5
Augmentation de Capital	111,3	1,1
Augmentation des Emprunts	3 050,8	3 089,1
Remboursement des Emprunts	- 6 795,8	- 5 786,9
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENTS	- 9 063,7	- 6 769,2
VARIATION DE TRESORERIE DE L'EXERCICE	- 2 248,1	- 5 577,5
TRESORERIE D'OUVERTURE	8 487,5	14 065,0
TRESORERIE DE CLOTURE	6 239,4	8 487,5

7 - CONVENTIONS INTRA-GROUPE

Opérations intra groupe intervenues au cours de l'exercice 2007.

Prestations de service et locations reçues

Dans le cadre de son activité normale, la société ALES GROUPE a bénéficié de la part de la société PHYTALES de prestations de service pour un montant de 393 500 euros telles que définies dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes et autorisées préalablement par le conseil d'administration.

Prestations de service et locations effectuées

Dans le cadre de son activité normale, la société ALES GROUPE a effectué au profit de sociétés du Groupe des prestations de service ou de location pour un montant de 14 880 682 euros telles que définies dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes et autorisées préalablement par le conseil d'administration.

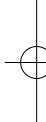
**TABLEAU DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS
DE LA SOCIÉTÉ ALÈS GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2007**

Dénominations - Adresse	Capital	Capitaux propres (autre que le capital)	Quote part du capital (en %)	VNC			Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	CA HT	Résultat	Dividendes encaissés
				Brute	Provision	Nette					
Filiales et participations d'ALES GROUPE											
FRANÇAISES											
(détention à + de 50 %)											
Phytodem ⁽¹⁾ 35, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS 329 834 246	363 000	-3 693 004	100,00%	698 407	698 407	0	3 339 566	435 199	-1 617 663	0	
Caron 99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 562 108 977	1 953 125	-146 934	100,00%	17 864 859	13 718 000	4 146 859	5 885 918	10 117 589	-650 388	0	
Phytales ⁽²⁾ 89, rue Salvador Allende 95870 BEZONS 340 062 231	200 000	781 767	99,99%	4 169 209		4 169 209	2 198 222	975 000	240 097	249 975	
Phytosolba ⁽³⁾ 99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 692 022 213	1 600 000	13 055 696	99,99%	24 233 406		24 233 406	12 538 462	36 094 109	2 348 282	5 098 929	
Caster ⁽⁴⁾ 35, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS 310 710 686	211 200	3 313 167	99,94%	6 916 605		6 916 605	743 719	⁽⁵⁾ 2 988 129	1 562 832	1 451 120	
FRANÇAISES											
(détention de 10 à 50 %)											
Lierac 99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 301 639 878	1 600 000	7 002 332	16,58%	8 017 652		8 017 652	9 482 311	63 486 024	4 682 022	978 220	
FRANÇAISES											
(détention de - 10 %)											
Alès Groupe Industrie 89, rue Salvador Allende 95870 BEZONS 433 722 147	3 723 740	746 042	0,00%	100		100	706 132	42 295 896	513 109	0	
Ducastel Luzech 46140 CASTELFRANC 310 602 313	672 000	3 020 869	0,02%	630		630	4 000 507	609 569	15 065 049	1 094 626	
ÉTRANGÈRES											
(détention à + de 50 %)											
Alès Groupe Espagne Calle Jose Ortéga y Gasset, 11 Madrid 2806 - ESPAGNE 500 000	500 000	-541 742	99,97%	1 249 850		1 249 850	286 420	1 501 695	-516 344	0	
Alès Groupe Suisse Cours de Rive, 10, CP 3397 1211 GENEVE - SUISSE 497 853	497 853	-268 221	100,00%	317 315		317 315		0	-12 746	0	
Alès Groupe Pologne ⁽⁶⁾ Ul. Zaruby 9 lok 119, 02-796 Warszawa POLOGNE 12 362	12 362	527 135	100,00%	325 000		325 000		1 722 839	201 005	0	
Alès Groupe Canada ⁽⁷⁾ 1255, rue de l'Université H3B 3B6 Montréal (QC) - CANADA 340 513	340 513	-127 528	100,00%	2 046 524		2 046 524		2 331 159	-243 530	0	

Commentaires sur la différence entre la valeur des titres et les capitaux propres des filiales détenues à + de 10 %

- (1) Phytodem Deuxième année d'activité de la société
(2) Phytales La différence est due à la juste valeur des actifs Immobiliers détenus par la société
(3) Phytosolba Principalement liée à la valorisation de la marque Phyto
(4) Caster Principalement liée à la valorisation des marques détenues par la société
(5) Alès groupe Pologne Principalement liée à la valorisation de la marque Lierac sur le marché Polonais
(6) Alès groupe Canada

(5) Caster y compris les redevances de marques classées en autres produits



Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2007)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ALÈS GROUPE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Titres de participation :

Les titres de participation font l'objet de procédures d'évaluation.

Nous nous sommes assurés de l'application des règles et principes comptables décrits dans le chapitre 2 "Principes, règles et méthodes comptables" au paragraphe 2.2 de l'annexe et du bien-fondé de la dépréciation constituée.

Nous avons procédé à l'appréciation de ces méthodes :

- en nous assurant du caractère raisonnable de ces estimations,
- en prenant connaissance de la documentation sous-tendant ces estimations et notamment de l'application en 2007 de la méthode utilisée par l'expert indépendant en 2005, sur la marque CARON, de la méthode utilisée par l'expert indépendant en 2007 pour la valorisation de la filiale Canadienne et de la justification de la dépréciation des titres de la filiale PHYTODERM au 31 décembre 2007.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements de toutes natures consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 25 avril 2008

COFACOM
Patrice MARTIN

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport spécial : *Conventions et engagements réglementés* *(Exercice clos le 31 décembre 2007)*

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

I. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE :

En application de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Ces conventions et engagements, autorisés au cours de l'exercice, sont présentés dans le **tableau I** du présent rapport.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements (administrateur, directeur général, représentant permanent d'une personne morale administrateur) sont indiquées dans le **tableau III** du présent rapport.

II. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE :

Par ailleurs, en application de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Ces conventions et engagements sont présentés dans le **tableau II**, du présent rapport.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements (administrateur, directeur général, représentant permanent d'une personne morale administrateur) sont indiquées dans le **tableau III**, du présent rapport.

Fait à Paris, le 25 avril 2008

COFACOM
Patrice MARTIN

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

TABLEAU I : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISES AU COURS DE L'EXERCICE

SOCIÉTÉS CONCERNÉES	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	PRODUITS (CHARGES) comptabilisés en K EUROS
Monsieur Patrick ALES	<p>Conseil d'administration du 14 juin 2007</p> <p>Le conseil autorise la signature d'un contrat d'image pour Patrick Alès, avec versement d'une redevance de 1,5 % du CA net du Groupe.</p>	
S.A.S. AVILA	<p>Conseil d'administration du 14 juin 2007</p> <p>Le conseil autorise une avance en compte courant d'associé par Avila à Alès Groupe avec prêt à court terme d'une durée d'un an et d'un montant de 3 000 000 d'€uros maximum, au taux usuel du Groupe.</p>	
ALES GROUP Inc.	<p>Conseil d'administration du 26 septembre 2007</p> <p>Le conseil autorise le rachat par Alès Groupe S.A. à Ales Group Inc. de la totalité des titres de la filiale canadienne pour un montant de 2 046 524 €uros.</p>	

**TABLEAU II : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS
DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE**

SOCIÉTÉS CONCERNÉES	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	PRODUITS (CHARGES) comptabilisés en K EUROS
ALÈS GROUPE ESPAÑA	<i>Conseil d'administration du 20 décembre 2005</i> Avance en compte courant d'un montant de 1 000 000,00 € consentie à la société ALES GROUPE ESPAÑA, rémunérée selon les conditions en vigueur au sein du groupe. Situation de l'avance au 31 décembre 2007 : 286 420,56 € Produits des intérêts comptabilisés	14,2
S.A.S. LABORATOIRE DUCASTEL	Le conseil autorise son Président directeur général à donner la garantie de la société au profit du CREDIT AGRICOLE QUERCY ROUERGUE, au titre d'un prêt de 500 000 Euros accordé au LABORATOIRE DUCASTEL. Ce prêt a été intégralement remboursé au cours de l'exercice.	
ALÈS GROUP U.S.A. Inc.	<i>Conseil d'administration du 22 mars 2005</i> Caution donnée pour le compte de la société Ales Group USA Inc. pour garantir à la société 715 Lexington Avenue LLC le paiement et l'exécution de toutes les obligations découlant pour la société Ales Group USA Inc. du bail consenti pour les locaux sis 715 Lexington Avenue N Y, New York 10022.	
Monsieur et Madame Patrick ALÈS	<i>Nantissement d'actions au profit de la société</i> ALES GROUPE a obtenu de la BANQUE NATEXIS un prêt de 30 000 000 d'Euros dont l'objet est d'assurer le remboursement ou le rachat des obligations convertibles. Monsieur et Madame Patrick ALES garantissent cet emprunt par le nantissement d'un portefeuille d'un million d'actions au profit de NATEXIS.	
S.A.S. LABORATOIRE DUCASTEL - LDPE	Caution solidaire pour le compte de la S.A.S. LABORATOIRE DUCASTEL au profit de la BANQUE POPULAIRE du QUERCY et de l'AGENAIS. Montant du prêt : 1 000 000 Euros Durée : 10 ans Taux : Variable EURIBOR 3 majoré de 0.5% l'an Remboursement : Trimestriel Situation de l'emprunt au 31 décembre 2007 : 398 435,67 Euros	
S.A. ALÈS GROUPE	Un emprunt souscrit par M. Alexandre LABROUHE de LABORDERIE auprès de la Société avant sa nomination en tant que Dirigeant s'est poursuivi au cours de l'exercice : Montant du prêt : 152 449 Euros Durée : 12 ans Taux : 3,50 % Remboursement : Mensuel Situation de l'emprunt au 31 décembre 2007 : 62 543,96 € Produits des intérêts comptabilisés	2,4

**TABLEAU II : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS
DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE (suite)**

SOCIÉTÉS CONCERNÉES	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	PRODUITS (CHARGES) comptabilisés en K EUROS
S.A. ALES GROUPE	<p><i>Contrats de travail des Mandataires sociaux</i> Les contrats de travail des dirigeants se sont poursuivis au cours de l'exercice et ont donné lieu aux rémunérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Thérèse FOSSARD, Directeur des Ressources Humaines - M. Romain ALES, Directeur Commercial et Développement Groupe - M. Marc JEREMIE, Directeur Financier Groupe - M. Alexandre LABROUHE de LABORDERIE, Directeur Service Juridique 	<p>(243) (245) (225) (172)</p>
ALES GROUP U.S.A. Inc.	<p><i>Conseil d'administration du 18 décembre 2006</i> Garantie donnée pour le compte de la société ALES GROUPE U.S.A. Inc au profit de NATEXIS USA à NEW YORK. Obtention d'un prêt à court terme d'une durée d'un an et d'un montant de 2 000 000 \$ US</p>	
S.A.S. LABORATOIRE DUCASTEL - LDPE	<p><i>Conseil d'administration du 17 décembre 2003</i> Caution solidaire pour le compte de la S.A.S. LABORATOIRE DUCASTEL BANQUE POPULAIRE OCCITANE Montant du prêt : 450 000 euros Durée : 7 ans Taux : Variable EURIBOR 3 majoré de 0.5 % l'an. Remboursement : Trimestriel Situation au 31 décembre 2007 : 211133,81 €</p>	

TABLEAU III : PERSONNES CONCERNEES PAR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RELEVANT DE L'ARTICLE L 227-10

	M. Patrick ALÈS	Mme Jacqueline ALÈS	M. Romain ALÈS	M. Alexandre de LABORDERIE	Mme Thérèse FOSSARD	M. Marc JÉRÉMIE	M. Bernard EMIRIAN	M. Guillaume MARCILHACY
S.A. ALÈS GROUPE	P.C.A - D.G.	D.G.D. Adm.	V.-Pt - D.G.D. Adm.	D.G.D. non Adm.	D.G.D. Adm.	D.G.D. non Adm.	Adm.	Adm.
S.A. LABORATOIRES PHYTOSOLBA	D.G.D. Adm.	P.C.A.	D.G. Adm.	Adm.	D.G.D. Adm.			
S.A. LABORATOIRES LIERAC	P.C.A. - D.G.	Adm.	Adm.					
S.A.S. LABORATOIRE PHYTODERM			Président					
S.A.S. ALÈS GROUPE INDUSTRIE	Président		D.G.					
S.A.S PARFUMS CARON	Président							
S.A.S. LABORATOIRE DUCASTEL	Président		D.G.	D.G.				
S.A.S CASTER	D.G.	Président		D.G.				
S.A.S. PHYTALÈS	D.G.	Président		D.G.				
S.A.S. PATRICK ALÈS	Président							
S.A.S. AVILA	Président	D.G.						

P.C.A. : Président du Conseil d'Administration
D.G. : Directeur Général
D.G.D. : Directeur Général Délégué
Adm. : Administrateur

Résolutions présentées par le conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 19 juin 2008

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration, du rapport du Président du conseil d'administration sur le fonctionnement du conseil et sur le contrôle interne et du rapport général des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un bénéfice de 6 367 921 Euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du code général des impôts, l'assemblée approuve le montant des charges visées à l'article 39-4. du code général des impôts s'élevant à 23 259 € au titre des amortissements excédentaires, réintégrées dans le résultat imposable de l'exercice 2007, l'impôt supporté en raison de ces charges s'élevant à 7 945 €.

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration sur la gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2007, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 tels qu'ils ont été présentés, faisant apparaître un résultat net consolidé (part du groupe) bénéficiaire de 6 700 681 €. Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du groupe.

TROISIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2007, s'élevant à un montant de 6 367 921 € de la manière suivante :

- au poste "réserve légale" pour 318 397 €
- paiement d'un dividende global de 5 433 730 €
(soit 0,40 € par action) prélevé en totalité
sur le résultat de l'exercice 2007
- en report à nouveau le solde de 615 794 €

Le dividende sera mis en paiement à compter du 25 juin 2008.

Après cette affectation, les comptes de capitaux propres s'établiront comme suit :

<u>Capitaux propres</u>	en €
Capital	27 168 650
Primes d'émission, de fusion	26 326 173
Réserve légale	2 264 680
Autres réserves	4 803 466
Report à nouveau	5 583 539
Total	66 146 508

Il est précisé que les dividendes perçus à compter du 1^{er} janvier 2008 par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France seront taxés :

- soit, conformément aux dispositions de l'article 158-3-2° du code général des impôts, à l'impôt sur le revenu au barème progressif après avoir fait l'objet d'un abattement égal à 40 % de leur montant brut perçu et d'un abattement fixe annuel de 1.525 € ou 3.050 € (selon la situation de famille) et ouvriront droit à un crédit d'impôt plafonné à 115 € ou 230 € (selon la situation de famille) ;

- soit, conformément au nouvel article 117 quater du CGI (issu de la loi de finances pour 2008), sur option irrévocable formulée par l'associé auprès de la société au plus tard lors de l'encaissement des dividendes, par prélèvement libératoire au taux de 18 % sur leur montant brut sans bénéfice ni de l'abattement de 40 %, ni de l'abattement fixe annuel de 1.525 € ou 3.050 €, ni du crédit d'impôt plafonné à 115 € ou 230 €, étant précisé que l'associé qui optera pour ce prélèvement libératoire au titre d'au moins une distribution dans l'année civile sera par ailleurs privé, ainsi que l'ensemble des membres de son foyer fiscal, desdits abattements et crédit d'impôt au titre de toutes distributions de même nature pour cette même année civile. Le prélèvement de 18 % sera déclaré sur l'imprimé n° 2777 et payé au Trésor par la société distributrice dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

- En toute hypothèse, ces dividendes seront, en outre, assujettis sur leur montant brut aux prélèvements sociaux au taux de 11 %, étant précisé toutefois, qu'en cas d'option pour le prélèvement libératoire de l'article 117 quater du CGI, la quote-part de Contribution Sociale Généralisée à hauteur de 5,8 % ne sera pas déductible du revenu imposable de l'année de son paiement. Ces prélèvements sociaux seront prélevés à la source par la société distributrice, déclarés sur l'imprimé 2777 et payés par celle-ci au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'Assemblée rappelle qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes au titre des trois précédents exercices :

exercice	dividende global	dividende par action	montant des revenus distribués éligibles à la réfaction	montant des revenus distribués non éligibles à la réfaction
2004	3.393.655,00 €	0,25 €	0,25 € x nombre d'actions détenues par les personnes physiques et par les sociétés taxées entre les mains de leurs associés personnes physiques	néant
2005	4.072.486,00 €	0,30 €	0,30 € x nombre d'actions détenues par les personnes physiques et par les sociétés taxées entre les mains de leurs associés personnes physiques	néant
2006	5.430.018,80 €	0,40 €	0,40 € x nombre d'actions détenues par les personnes physiques et par les sociétés taxées entre les mains de leurs associés personnes physiques	néant

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L.225-38 et L.225-42 du code de commerce, approuve ce rapport et approuve successivement, dans les conditions du dernier alinéa de l'article L.225-40 du code de commerce, chacune des conventions et engagements qui s'y trouveraient, le cas échéant, visés.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale, fixe à 33 000 € le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice en cours.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du code de commerce, à acheter des actions de la société, en vue de :

- la couverture d'obligations liées :
 - à des programmes d'attribution d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou autres allocations d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux du groupe,
 - à l'attribution d'actions aux salariés au titre de leur participation aux résultats de l'entreprise, dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise ou dans le cadre de toute autre formule d'épargne salariale,
 - à la remise d'actions lors de l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, échange, attribution ou de toute autre manière ;

- la conclusion avec un prestataire de service d'investissement d'un contrat de liquidité conforme à une chartre de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- la remise d'actions dans le cadre d'opérations de croissance externe à titre de paiement, d'échange ou d'apport.

Ces achats pourront porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions que la société détiendra à la suite de ces achats ne dépasse pas 10 % des actions qui composent son capital. Toutefois, le nombre d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % de son capital. Le pourcentage du capital s'applique à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la décision de l'assemblée générale.

Le prix à payer par la société lors de l'achat de ses propres actions ne pourra être supérieur par action à trente (30) € (hors frais) pour une action d'une valeur nominale de deux (2) €.

Le montant maximum des achats autorisés est donc fixé à 40 752 975 €.

Les achats, cessions ou transferts, pourront se faire par tous moyens et à tout moment y compris en période d'offre publique, au choix du conseil d'administration, sur le marché ou hors marché (dans la mesure où la réglementation applicable admet une dérogation au principe de centralisation des transactions portant sur des titres admis aux négociations sur un marché réglementé) y compris par des négociations de blocs et par des opérations optionnelles. La part maximale du capital acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourrait atteindre la totalité du programme de rachat d'actions autorisé.

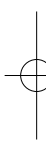
L'assemblée générale délègue au conseil d'administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite

d'actions, de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres motifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Cette autorisation restera valable pour une durée de 18 mois.

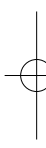
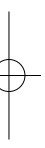
Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour décider la mise en œuvre et, si nécessaire, préciser les termes de la présente autorisation, avec faculté d'en déléguer la réalisation à son président.

Cette autorisation se substitue à celle donnée par l'assemblée générale ordinaire du 14 juin 2007.





Observations





Observations

